

Les Cahiers du  CERIMOC
N° 22

LES PALESTINES DU QUOTIDIEN
LES ÉLECTIONS DE L'AUTONOMIE, JANVIER 1996

JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN

Centre d'Études et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain
1999

JÉRUSALEM

LA CIRCONSCRIPTION

La circonscription de Jérusalem ne couvre qu'une partie seulement du Jabal Al-Quds traditionnel qui englobait également les actuelles circonscriptions de Râmallâh, Bethléem et Jéricho (1). Ce ne fut qu'en 1840 que Jérusalem dépassa son état de ville sainte dépourvue de tout statut gouvernemental ou administratif pour devenir la capitale d'un *sancak* assujéti à Damas et qui portait son nom (2). La promotion administrative de la ville suivait ainsi l'accroissement de son importance politique et économique. Avec la reviviscence des Capitulations et la redécouverte de la ville par les Églises et les grandes Puissances, Jérusalem devint en effet un lieu d'intenses activités internationales, accueillant un nombre toujours plus important de consulats étrangers (3). Sa population s'accrut alors fortement. En 1863, Jérusalem devint la première cité de l'Empire à être dotée d'un conseil municipal élu. En 1873, son gouverneur, dorénavant placé à la tête d'un *mutasarriplik* encore appelé *liwâ'*, fut promu directement responsable devant Istanbul. Tandis que la ville devenait *markaz al-liwâ'*, elle exerçait son pouvoir sur 3 *qadâ*-s, Jaffa, Gaza et Hébron, et 2 *nâhiyya*-s, Bethléem et Ramla (4). Avec le Mandat britannique, Jérusalem acquit le statut de capitale d'une entité géographique qui, en unissant les anciens *sancak*-s de Jérusalem, Naplouse et Acre, renvoie à notre notion moderne de Palestine (5).

Quoiqu'unilatéralement annexés par Israël en 1967, vieille ville et quartiers modernes hors les murs de Jérusalem-est constituaient en janvier 1996 le coeur de la circonscription. Avec seulement 15 307 inscrits dans 30 bureaux, ils ne pesaient cependant que pour 19,1% du corps électoral (6). À l'origine, la municipalité ottomane ne concernait formellement que la vieille ville (7), même après 1860, date à partir de laquelle de nouveaux quartiers se développèrent hors les murs (8). Ce n'est qu'à l'époque du Mandat britannique, en 1927, que

1 - La "question de Jérusalem" a donné lieu à des ouvrages et articles trop nombreux pour figurer ici. DUMPER, 1997 constitue sans doute l'une des meilleures synthèses utiles à mon propos. Pour les monographies ici utilisées, voir les notes suivantes.

2 - Sur la ville et ses notables à cette période, lire ZE'EVY, 1994, et ABU-MANNEH, 1990.

3 - BEN-ARIEH, 1983.

4 - Sur la ville et les villages de la région à cette période, lire BEN-ARIEH, 1986 : 42-51 ; BEN-ARIEH, 1994 ; CUINET, 1896, t.2 : 513-680 ; DABBAGH, 1985, VIII/2 : 9-212, IX/2, X/2 ; SCHÖLCH, 1943 : 186-188 ; SOCIN, 1879.

5 - RUBINSTEIN, 1980.

6 - La municipalité annexée, outre la vieille ville, compte à la fois les quartiers modernes hors les murs mais également tout ou partie de villages qui relevaient des anciennes *nâhiyya*-s d'Al-Wâdiyya et du Jabal Al-Quds. Le chiffre donné ici ne concerne donc que la ville *stricto sensu* (vieille ville, Chaykh Jarrâh, ville, Wâdī Jawz, Al-Thawri et Semiramis selon les classifications de la Commission Centrale des élections). *Al-Quds*, 20/01/96, reproduit cette nomenclature.

7 - Voir BEN-ARIEH, 1984. En janvier 1996, 7 127 électeurs étaient inscrits dans les 16 bureaux de la vieille ville, soit 8,9% de l'ensemble de la circonscription.

8 - BEN-ARIEH, 1986 : 349-366 dessine les étapes de son développement. Lire également KARK & LANDMAN, 1980 ; SCHMELZ, 1994.

la municipalité fut élargie pour inclure certains des quartiers hors les murs, essentiellement ceux situés à l'ouest, les faubourgs de l'est ou même les grosses agglomérations arabes de l'ouest (Liftâ, Dayr Yâsîn, 'Ayn Kârim) conservant leur statut de villages. Suite à la guerre de 1948 et jusqu'en 1967, la ville promise par l'ONU à devenir un *corpus separatum* international fut scindée en 2, l'ouest (17 km² environ) étant annexé par Israël et l'est (2,5 km² environ) par la Jordanie. Dès 1952, les nouvelles autorités jordaniennes redessinèrent les limites municipales à l'est pour inclure les anciens villages de Silwân, Râ's Al-'Amûd, Al-Suwwâniyya ainsi qu'une partie de Chu'afât, constituant ainsi une nouvelle entité d'environ 6,5 km². Vingt ans plus tard, la guerre de 1967 les empêcha de mener à bien leur nouveau projet de redéfinition de la municipalité dans un découpage plus conforme aux évolutions démographiques et à l'habitat.

L'occupation de Jérusalem-est et son annexion par Israël en 1967 débouchèrent sur une nouvelle municipalité de 70,5 km² qui, outre l'ancienne Jérusalem-ouest, engloba la municipalité jordannienne ainsi que les terres situées entre Qalandyâ au nord, 'Izariyya à l'est et Sûr Al-Bâhir au sud. Dans le cas d'Abû Dîs, 'Izariyya, Bayt Hanîna, Dâhiyyat Al-Barîd, Bîr Nabâla et Al-Râm, seules les terres cultivées furent annexées tandis les zones peuplées furent laissées au dehors des nouvelles limites municipales (9). En janvier 1996, Jérusalem-est annexée constituait néanmoins l'ensemble démographique le plus important au sein de la circonscription avec 43 391 inscrits dans 63 bureaux, soit 54,2% de l'ensemble du corps électoral.

Outre la ville, la circonscription comprend des villages, annexés ou non, qui, à l'époque ottomane, relevaient de 4 *nâhiyya*-s. Au nord-ouest, la *nâhiyya* de Banî Mâlik regroupait des villages aujourd'hui répartis entre Israël et les circonscriptions de Râmallâh et de Jérusalem (10). Les Abû Ghûch y exerçaient leur pouvoir depuis Qariyyat Al-'Inab (aujourd'hui en Israël). Avec 6 861 inscrits dans 13 bureaux, les 7 villages de l'ancien Banî Mâlik constituaient 8,6% du corps électoral.

Au sud-ouest, ce sont seulement 2 villages de Banî Hasan qui, ayant échappé à la souveraineté d'Israël en 1948, se retrouvent aujourd'hui dans la circonscription de Jérusalem. Al-Walâja, l'ancien *kursî* des Darwîch (aujourd'hui en Israël) se trouvait sans cesse convoité par les Abû Ghûch de Banî Mâlik et les Lahhâm du 'Arqûb (11). Avec seulement 1 223 inscrits dans 4 bureaux, ils ne pesaient que pour 1,5% des inscrits.

La majorité des villages de la circonscription de Jérusalem relevaient en fait des 2 *nâhiyya*-s du Jabal Al-Quds et d'Al-Wâdiyya (12). Aujourd'hui partagée avec les circonscriptions de Jéricho et de Bethléem, Al-Wâdiyya comprenait les villages de l'est de Jérusalem et ses tribus bédouines sous la houlette traditionnelle des 'Urayqât dont le *kursî* se situait à Abu Dîs (13). Les 'Urayqât exercent aujourd'hui leur pouvoir politique plutôt depuis Jéricho, leurs quartiers

9 - Sur 'Izariyya, lire ABURISH, 1988. Sur Abû Dîs, lire BADR, 1996. Sur Bayt Hanîna, lire CHÂKIR & SAYF AL-DÎN, 1993.

10 - SWP, t.3 : 16-19.

11 - SWP, t.3 : 19-22 ; KHAYYÂRA & alii, 1993.

12 - Lire COHEN, 1993.

13 - SWP, t.3 : 27-30, connaît cette *nâhiyya* sous la dénomination erronée d'El-Kerâdiyeh. Sur Jabal Al-Mukabbir, lire 'ABDUH, 1996.

d'hiver traditionnels. Avec leurs 26 418 inscrits dans 50 bureaux, 10 villages d'Al-Wâdiyya pesaient ainsi en janvier 1996 pour le tiers environ du corps électoral de Jérusalem.

La *nâhiyya* du Jabal Al-Quds, partagée avec la circonscription de Râmallâh et Israëï, rassemblait quant à elle les villages du nord de la région. Parmi les 4 sièges de pouvoir traditionnel dans la *nâhiyya* du Jabal Al-Quds, seul Bayt Iqsâ, *kursî* de la famille Al-Qaswânî, se trouve dans la circonscription de Jérusalem d'aujourd'hui. Dayr Dibwân, siège des Ahmad Al-°Alî, Baytûnyâ, siège des Hasan °Abd Allâh, et Al-Bîra, siège des Al-Cham°a, se situent tous dans la circonscription de Râmallâh. Ses 25 678 inscrits dans 60 bureaux, soit 32,1% de l'ensemble de la circonscription, faisaient des 15 villages de l'ancienne *nâhiyya* du Jabal Al-Quds un rival en termes de poids démographique de ceux d'Al-Wâdiyya.

La circonscription compte également 2 camps de réfugiés, situés au nord de la ville. Tandis que celui de Chu°afât (2 325 inscrits dans 4 bureaux soit 2,9% du total) fait partie de la municipalité annexée, le camp de Qalandyâ (2 239 inscrits dans 3 bureaux soit 2,8%), situé à la lisière des limites municipales, relève de la "zone C" des territoires occupés. Créé en 1966, le camp de Chu°afât visait à accueillir les réfugiés du quartier juif de la vieille ville dans lequel ils s'étaient installés en 1948 après avoir été expulsés de leurs villages ou de Jérusalem-ouest (14).

Les bouleversements administratifs et démographiques

Jérusalem est sans doute en Cisjordanie la circonscription où, aujourd'hui encore, les bouleversements démographiques liés au conflit israélo-arabe se font sentir avec le plus d'acuité sur l'ensemble du tissu social, bien au delà de la seule création de camps de réfugiés (15). En 1948-49, en effet, de 60 000 à 80 000 Palestiniens ont dû quitter les quartiers de l'ouest de la ville (Baq°a, Katamon, Talbiyya, Musmara, etc.) et les villages arabes environnants (°Ayn Kârim, Dayr Yâsîn, Liftâ, etc.). Lors de l'armistice de 1949, si la moitié environ de cette population avait trouvé refuge dans la partie orientale de la ville, l'autre moitié a dû quitter Jérusalem, installée dans des camps au nord ou au sud de la cité ou encore dans les villes et camps au delà du Jourdain. Bien des chrétiens se sont retrouvés, quant à eux, auprès de coreligionnaires à Bethléem ou Râmallâh. Au début des années 1960, 12 000 environ des quelque 60 000 habitants de Jérusalem-est étaient enregistrés comme réfugiés auprès de l'UNRWA, un chiffre qui ne comprend que très partiellement les réfugiés de la classe moyenne dont beaucoup ne s'étaient pas déclarés auprès des Nations unies (16).

Durant toute la période jordanienne, Jérusalem connut encore un fort niveau d'émigration de sa population du fait du développement d'Amman comme capitale administrative, politique, industrielle et commerciale du royaume hachémite mais également du fait des difficultés de la vie quotidienne, par exemple en matière d'approvisionnement en eau et en électricité. La ville, dans un mouvement inverse, profita alors d'une forte immigration,

14 - Voir le dossier du *Jerusalem Report*, 22/02/96, et QUDSIYYA, 1990 : 39-45, 68-79.

15 - DUMPER, 1997 : 53-85, fait le point sur ces questions démographiques.

16 - BENVENISTI, 1976 : 43, cité in DUMPER, 1997 : 68.

favorisée par la couronne hachémite, de populations, principalement d'origine hébronite, attirées par les postes au sein de l'administration religieuse mais aussi par le commerce délaissé par les Hiérosolymitains (17).

En 1967, la population de Jérusalem-est connut un nouveau traumatisme puisque 14 000 habitants de la municipalité jordanienne (sur environ 66 000) durent fuir le pays (20 000 pour ce qui allait devenir la partie annexée). Du fait de la politique israélienne de restriction systématique de la construction et, ces dernières années, de la suppression pour bon nombre de Palestiniens de leur droits de résidence à l'intérieur de Jérusalem-est annexée, de nouvelles migrations ont eu lieu, enfin, soit vers les banlieues non annexées, moins chères et moins surveillées dans le domaine des constructions illégales, soit vers Râmallâh ou encore l'étranger (18).

Plus encore que la population musulmane, les communautés chrétiennes de la ville, premières victimes de la guerre de 1948 car massivement installées dans les quartiers neufs de l'ouest (Baq'a, Katamon, Talbiyya), connaissent de profonds bouleversements démographiques tendant à leur quasi disparition (19). Évaluée en 1967 à 11 960 personnes, la population chrétienne n'était passée en 1983 qu'à 13 730 soit une chute de 4,4% à 3,2% de la population totale, le rapport juif/arabe demeurant, quant à lui, à peu près stable (20). En 1946, cette population chrétienne représentait 19% de la population de la ville (21).

STATUT PROPRE À LA CIRCONSCRIPTION

Tandis que le régime général des élections pouvait s'appliquer sans problème aux zones de la circonscription relevant de la Cisjordanie occupée (zones B et C selon Oslo), un statut particulier a dû être élaboré pour Jérusalem-est annexée en ce qui concernait tant les candidatures que l'inscription sur les listes électorales et le scrutin lui-même (22).

Le principe de la possibilité pour les Palestiniens de Jérusalem annexée de prendre part au scrutin était acquis dès la Déclaration de principes du 13 septembre 1993 (annexe I, paragraphe 1) qui spécifiait que "les Palestiniens de Jérusalem qui y vivent auront le droit de participer au processus électoral selon un accord entre les 2 parties" (23).

17 - Lire GOSSENFELD, 1974, et ZILBERMAN, 1992.

18 - B'TSELEM, 1997.

19 - Le recensement israélien de 1967 montrait que 15,6% de la population musulmane de Jérusalem était d'origine réfugiée tandis que ce taux montait à 37% parmi les chrétiens, selon BENVENISTI, 1976 : 53, cité in DUMPER, 1997 : 69.

20 - DUMPER, 1997 : 78.

21 - SCHMELZ, 1987, cité in DUMPER, 1997 : 78.

22 - INFORMATION DIVISION, ISRAEL FOREIGN MINISTRY, "The participation of Palestinians of Jerusalem in the Elections for the Palestinian Council", Décembre 1995 (www.israel-mfa.gov.il). Sur le statut et la campagne, lire ENDRESEN & SKARE, 1996 : 86-91.

23 - Le texte, de façon délibérée semble-t-il, ne précisait pas si cette participation signifiait à la fois la possibilité de voter et celle de poser des candidatures ni si le scrutin aurait lieu à Jérusalem même. Dans un premier temps, les Israéliens considérèrent que les Palestiniens de Jérusalem ne pourraient que voter, hors de la ville, sans pouvoir se porter candidats. Ce n'est qu'après l'Accord intérimaire du 28 septembre 1995 (article II, paragraphe 3) que les Palestiniens de Jérusalem se virent accorder le droit de participer non seulement comme votants mais également comme candidats.

Cette clause exigeait l'élaboration d'un statut particulier visant à respecter la souveraineté revendiquée par Israël sur Jérusalem-est annexée tout en ouvrant la participation de sa population palestinienne à cette "étape intérimaire significative préparatoire à la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien". L'annexe II du second Accord intérimaire, "Protocol Concerning Elections", répondait à cette exigence.

L'Accord intérimaire excluait ainsi *de jure* Jérusalem d'un certain nombre de pratiques. L'article 1(4) de cette annexe II, par exemple, stipulait que "l'ensemble des bureaux de la Commission Centrale des élections et ses émanations [...] seront situés dans des zones relevant de la juridiction du Conseil". De ce fait, aucun bureau de la Commission pour la circonscription de Jérusalem ne pouvait être ouvert dans les limites de la municipalité annexée.

L'article 3(1) b de la même annexe spécifiait que chaque candidat "devra posséder une adresse valide dans une zone de la circonscription où il se porte candidat placée sous la juridiction du Conseil. Une adresse valide sera celle d'une résidence possédée ou louée ou encore légitimement occupée par le candidat". En exigeant de l'ensemble des candidats une adresse dans les zones autonomes, l'Accord intérimaire a ainsi requis des Hiérosolymitains de se trouver des coordonnées plus ou moins fictives en dehors de la ville. Cette idée de double résidence n'est pas récente mais plonge ses racines dans une suggestion faite dès février 1990 et adoptée par Moshe Arens, alors ministre israélien des Affaires étrangères, et le secrétaire d'État américain James Baker pour circonvier les réticences israéliennes sur l'éligibilité de résidents de Jérusalem-est dans le cadre de la constitution d'une délégation jordano-palestinienne. Le projet avait ensuite été bloqué par Itzhak Shamir, Premier ministre (24). Alors qu'à cette époque la résidence principale devait être dans les territoires, une simple adresse en Cisjordanie était demandée pour l'élection de 1996.

L'article 6(1) de l'annexe II prévoyait l'établissement d'un "sous-comité de la Coordination pour les affaires civiles comprenant des représentants de la Commission Centrale des élections et d'Israël pour coordonner les questions relatives à la campagne électorale dans Jérusalem". Ce sous-comité devenait le lieu où la partie palestinienne soumettait à la partie israélienne les demandes des permis nécessaires à chaque candidat pour mener des activités de campagne dans Jérusalem.

Son paragraphe 2 stipulait qu'un "certain nombre de Palestiniens de Jérusalem participeront au scrutin grâce à des services rendus dans les bureaux de poste de Jérusalem, selon la capacité de ces bureaux". Cinq bureaux seront désignés à cet effet : rue Salâh Al-Dîn, Porte de Jaffa, Chu'afât, Bayt Hanîna et Mont des Oliviers. En fait, un peu plus de 10% (4 127 sur 43 391) seulement des électeurs inscrits et résidents de la partie annexée ont pu bénéficier de cette possibilité de voter dans les limites de la municipalité. Tous les autres devaient franchir les barrages militaires fixant les limites municipales pour voter dans les bureaux spécialement aménagés à leur endroit en zones A (Bethléem ou Al-Bîra), B ou C.

Rien dans les bureaux de poste ne devait suggérer leur transformation en centre de vote. Toutes les activités liées au scrutin devaient, par exemple, être menées par les

fonctionnaires des postes israéliennes. Les votants devaient glisser leurs bulletins dans des enveloppes aux guichets mêmes, les isolements, signes distinctifs de bureaux de vote, étant interdits. Les enveloppes étaient adressées au bureau des élections du district situé au dehors de la municipalité annexée. L'Accord intérimaire, se refusant à employer le mot "urne", mentionnait de simples "réceptacles" destinés à recevoir les bulletins dont la forme et le format étaient appelés à faire l'objet d'un accord ultérieur entre les 2 parties. Des heures de discussions seront ainsi nécessaires pour départager les Palestiniens, qui demandaient une fente au-dessus du "réceptacle" à l'instar des vraies urnes, des Israéliens, qui exigeaient une fente sur le côté à l'instar d'une boîte à lettres. Il fut convenu que la fente se situerait sur l'arrête arrière du "réceptacle". À la différence des bureaux de Cisjordanie-Gaza, les "réceptacles" ne devaient pas être ouverts sur place à l'issue du vote mais devaient être transportés dans les bureaux de la Commission situés en zones A, B ou C pour ensuite être ouverts pour le dépouillement. L'Accord intérimaire précisait que "les observateurs internationaux seront présents dans les bureaux de poste désignés le jour du scrutin". L'ordre et la sécurité à Jérusalem annexée étant du seul ressort des forces israéliennes, la police palestinienne était bien évidemment totalement exclue des activités de vote dans la zone annexée.

Quelques jours avant la signature de l'Accord intérimaire, un accord particulier, dit "Canvass agreement", avait été signé entre les 2 parties et portait sur la mise à jour des données de population préalable à la mise en place des listes électorales. Cet Accord précisait que la Commission Centrale des élections conduirait une enquête sur le nombre de votants potentiels pour aider à la constitution des listes électorales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il excluait déjà Jérusalem où une enquête particulière devait être menée sur une base contractuelle par le collège Ibrâhîmiyya, un institut d'enseignement supérieur palestinien de Jérusalem-est reconnu par Israël. Cet accord permettait ainsi d'exclure de Jérusalem toute activité menée à titre officiel par l'Autorité palestinienne. L'accord précisait que seuls pourraient figurer dans cette enquête les Palestiniens figurant comme résidents de Jérusalem dans le registre israélien de population et non titulaires de la citoyenneté israélienne.

La mise au point définitive des conditions du scrutin (portant, par exemple, sur la forme des "réceptacles" du vote dans les bureaux de poste) comme la désignation finale des bureaux de vote, tout particulièrement ceux ouverts à la majorité des électeurs résidents de la ville annexée mais situés hors limites municipales, et la liste des électeurs devant y voter n'ont été conclus que très tardivement, une semaine seulement avant la tenue du scrutin.

Inscriptions sur les listes électorales

À Jérusalem, les inscriptions sur les listes électorales ont été caractérisées par un taux extrêmement bas. Le montant estimé d'électeurs potentiels était de 120 000 selon Hasan Abû Libda, directeur du PCBS (25). Parmi eux, seuls 80 051 se sont inscrits. La faiblesse du chiffre avait d'ailleurs justifié la réouverture des registres d'inscriptions fin décembre, 3 651 nouveaux électeurs s'étant alors inscrits (différence entre PCBS1 et PCBS6). Sur ce total de 80 051 inscrits, les populations dotées du droit de résidence dans la zone annexée représentaient un

peu plus de la moitié (43 391) soit un déficit par rapport au nombre d'électeurs potentiels beaucoup plus important que parmi les populations des zones autonomes du pourtour de la municipalité. Les estimations de la population générale donnent, en effet, une population palestinienne de 156 286 pour la municipalité annexée et de 62 777 pour les zones B et C (26). Ainsi, tandis que 58,4% de la population des faubourgs s'étaient inscrits sur les listes électorales, seuls 27,8% des habitants de la municipalité annexée avaient accompli la même démarche.

L'inscription sur les listes électorales des résidents de Jérusalem suscita des polémiques entre Israël et l'Autorité. Le 31 décembre, par exemple, le ministre israélien de l'Intérieur annonçait que près de 47% des 91 148 électeurs dont le nom était mentionné sur les listes fournies par l'Autorité n'avaient pas lieu d'y figurer : 30 000 environ d'entre eux auraient été des doubles et 12 500 auraient des identités erronées. Seuls 49 915 noms auraient alors été approuvés (27). Selon un responsable de la Commission Centrale des élections, ces chiffres étaient erronés et 15 000 noms seulement étaient des doubles (28).

La peur de perdre la sécurité sociale israélienne ou surtout la carte de résident dans la ville annexée explique sans doute en grande partie ce défaut de mobilisation dans l'inscription des Hiérosolymitains sur les listes électorales comme elle contribuera à limiter la participation lors du scrutin (29). Cette crainte avait été encouragée par diverses mesures israéliennes, officielles ou non. Les initiatives prises par le Likoud à la Knesset ou devant la Cour suprême et visant à retarder sinon à annuler le scrutin l'ont à l'évidence alimentée pour une bonne part (30). Le 2 janvier 1996, par exemple, le député Yehoshua Matza présentait à la Knesset un projet de loi qui stipulait que toute personne se portant candidat à une fonction au sein des institutions de l'Autorité palestinienne perdrait ses droits de résident en Israël [donc à Jérusalem-est annexée], y compris le droit à l'assurance sociale. La proposition fut rejetée par 42 voix contre 32. Le 14 janvier 1996, la Cour suprême rejetait à son tour 2 motions présentées par le même Yehoshua Matza accompagné d'Elisha Peleg, ancien conseiller municipal de la ville, et de Zalman Shoval, ancien ambassadeur aux États-Unis, tous 3 membres du Likoud, considérant que la tenue du vote dans les limites municipales constituait une atteinte à la souveraineté israélienne et violait la Loi fondamentale sur Jérusalem, capitale d'Israël. Parallèlement à ces démarches officielles, des affiches signées d'un membre du Likoud avaient été placardées au-dessus de celles des candidats palestiniens menaçant les habitants arabes de Jérusalem de perdre leur carte de résident s'ils participaient aux élections (31). Des comités de "persuasion" organisés par Falh auraient alors circulé à

26 - Chiffres du *Report on Israeli Settlement*, 07/95 pour la municipalité annexée et de PCBS croisés avec UNRWA pour les zones autonomes, cités dans PASSIA, "Jerusalem, Facts of Today", www.PASSIA.ORG. Selon Faysal Husaynî, cité in *PEACE WATCH*, 1995 : 32, la circonscription compte 220 000 résidents dont 110 000 électeurs potentiels. Le même rapport donne le chiffre de 80 000 électeurs potentiels pour la partie annexée, selon des sources "palestiniennes et israéliennes, et de 50 000 selon des sources "diplomatiques européennes".

27 - *Jerusalem Post*, 01/01/96.

28 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 06/01/96.

29 - Voir, par exemple, BUTENCHON & KARE, 1996 : 85-91.

30 - *Jerusalem Post*, 03/01/96, 04/01/96, 15/01/96.

31 - AFP, 15/01/96, JMCC, "Elections Update", 15/01/96. Le responsable de la section des jeunes du Likoud, niant toute implication de son mouvement, affirme qu'il se s'agit que d'un "canular". Lire le texte in HAQ (AL-), ARTICLE 19 & INTERNATIONAL COMMISSION OF JURISTS, 1997 : 55-56.

Jérusalem pour faire pression sur les personnes qui, dans un premier temps, auraient décliné de s'inscrire sur les registres électoraux (32).

À cette raison, unanimement avancée pour expliquer la faiblesse du niveau de mobilisation, s'ajoutent sans aucun doute les réticences affichées par bien des Hiérosolymitains vis-à-vis des performances de l'Autorité palestinienne dans les zones qu'elle contrôle. Le nombre de Palestiniens de Jérusalem ayant acquis la citoyenneté israélienne, et de ce fait interdits de participation au scrutin, étant totalement inconnu, il est, par ailleurs, impossible d'en évaluer l'impact sur la faiblesse des inscriptions sur les listes électorales.

LES CANDIDATS

Dotée de 6 sièges au départ, dont 2 chrétiens, la circonscription a gagné 1 siège musulman supplémentaire avec le décret présidentiel n°6 du 29 décembre 1995. Entre temps, la rumeur avait couru que 5 sièges seulement seraient alloués, dont 2 chrétiens (33). À l'époque jordanienne, la circonscription, en effet, n'était dotée que de 5 sièges, 3 sièges allant aux musulmans et 2 aux chrétiens.

Cinquante-deux candidats ont participé à l'élection. Parmi eux, 47 concouraient pour les 5 sièges musulmans et 5 seulement pour les 2 sièges chrétiens. Seize des 52 candidats s'étaient enregistrés sous étiquette politique dans le cadre de 4 listes différentes, Fath, PPP, Rassemblement National Palestinien-Al-Madd et Bloc de l'Avenir. Sept autres candidats, enregistrés comme indépendants, ont mené campagne dans 3 listes supplémentaires, Bloc de la Tribune Libre, Bloc de Jérusalem et Mouvement de l'Engagement Sacré.

La liste Fath

À Jérusalem peut-être plus qu'ailleurs, la constitution de la liste Fath ne s'est pas faite sans difficultés et a suscité jusqu'au jour de l'élection les plus vives critiques, y compris jusque dans les cercles les plus élevés du mouvement. Un manque certain de transparence l'a caractérisée.

Début décembre 1995, déjà, de hauts responsables du mouvement avaient dû démentir des rumeurs selon lesquelles la composition des listes aurait été dès cette époque arrêtée par les autorités (34). Fath défendait alors officiellement l'idée de la constitution d'une liste d'union nationale. Sept noms de personnalités membres ou proches du mouvement circulaient néanmoins en tant que candidats pressentis. S'y trouvaient mentionnés Ahmad Qray^c, Ahmad Ghnaym, Ziyād Abu Zayyād, Muhammad Anīs Al-Qâq, Hanân 'Achrâwī, Ahmad Hâchim Zughayyar et Muhammad Nusayba (35). Cette liste ne pouvait, cependant, correspondre à

32 - Selon PEACE WATCH, 1995, et *Al-Nahâr*, 01/12/95, cité par le rapport.

33 - *Jerusalem Times*, 15/12/95.

34 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 09/12/95. Je tiens à remercier ici Ahmad Al-Bukhârî, journaliste au *Palestine Times*, et Isâm Ahmad, journaliste à *Alawdah Weekly*, pour leur aide dans l'identification des candidats.

35 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 09/12/95.

l'exacte réalité du fait de la présence d'un seul chrétien alors que 2 sièges chrétiens étaient réservés. Jérusalem, à cette époque, n'était également dotée que de 6 sièges à pourvoir. Une telle liste avait néanmoins l'avantage de conjuguer cadres du mouvement (Qray⁶, membre du Comité Central Fath et "ministre" du Commerce et des Affaires économiques, et Ghnaym, membre du Haut Comité régional), activistes de longue date (Abû Zayyâd, proche de Faysal Husaynî, et Al-Qâq, "vice-ministre" de la Planification et de la Coopération internationale, lui aussi proche d'Orient House), avec des indépendants parmi lesquels figuraient un Hébronite d'origine (Zughayyar), un représentant de l'une des plus vieilles familles de la ville (Nusayba, un ingénieur par ailleurs président du conseil villageois d'Abû Dîs) et une personnalité charismatique (‘Achrâwî, l'ancienne porte-parole de la délégation palestinienne à Washington) (36). Faysal Husaynî, chargé du portefeuille de Jérusalem au sein de l'Autorité et membre de l'une des familles les plus prestigieuses de Jérusalem, avait d'ores et déjà annoncé qu'il ne présenterait pas de candidature pour des raisons personnelles (voir *infra*).

Des élections internes au mouvement sont en fait organisées sur 2 jours à la mi-décembre mobilisant quelque 400 cadres du 1^{er} rang (37). Organisé dans 37 bureaux, le scrutin concernait les délégués de 6 zones géographiques et ceux des divers comités du mouvement (étudiants, femmes, ouvriers, commerçants, jeunesse, etc.). 18 personnalités ont présenté leur candidature pour une élection destinée à désigner 5 candidats potentiels à l'élection législative. Ont été élus Hâtim ‘Abd Al-Qâdir ‘Id, Ahmad Ghnaym, Muhammad Suwwân, Muhammad Khâlîd Al-Faqiyya et Mme Salwâ Hdayb. Les membres du mouvement ont ainsi manifesté leur préférence pour les jeunes issus de l'intifada ou de l'activisme de base au détriment des cadres de hauts rangs issus de la bourgeoisie. Le meilleur élu, en effet, Hâtim ‘Id, réfugié du camp de Chu‘afât, avait participé aux activités du CNU (38). Ahmad Ghnaym, membre du Haut Comité régional, est à l'origine un travailleur psycho-social de ‘Izariyya connu pour ses activités dans le domaine de la lutte contre la drogue et devenu adjoint de Sâ‘ib ‘Urayqât, "ministre" des Affaires locales. Muhammad Suwwân, bédouin Sawâhira, préside l'Union des enseignants. Muhammad Faqiyya, employé à la sécurité d'Orient House, appartient à la "gauche" du mouvement et a passé de longues années en prison. Quant à Salwâ Hdayb, la seule femme élue dans ces primaires, membre du Haut Comité du mouvement, c'est aussi la responsable de ses unions féminines.

En bout de course, ‘Id sera le seul à être officiellement investi par Fath. À la différence de bien d'autres circonscriptions, aucun des élus de ces primaires ensuite exclus de la liste par Yasser Arafat ne maintiendra de candidature. Quds Press précise qu'Ibrâhîm Muhannâ, syndicaliste, et Nimr Ismâ‘îl, ancien représentant de l'OLP en Roumanie, étaient arrivés en 6^e et 7^e positions lors de ces primaires, échouant ainsi à être élus.

36 - Sur Faysal Husaynî et Hannâ Siniora, voir WALLACH, 1989. Sur Ziyâd Abû Zayyâd, Faysal Husaynî, Zâhira Kamâl, Riyâd Al-Mâlkî et Hanân ‘Achrâwî, voir WALLACH & WALLACH, 1992. Sur Hanân ‘Achrâwî, voir également ABURISH, 1993 : 141-151, ASHRAOUI, 1996, et VICTOR, 1995. Sur Zâhira Kamâl, lire également NAJJAR, 1992 : 132-148.

37 - Selon *Al-Hayât Al-Jadîda*, 13/12/95, citant Bilâl Al-Natcha, membre du Haut Comité régional et secrétaire régional de Fath.

38 - C'est aussi le frère de Bâsim, le responsable du Palestinian Human Rights Monitoring Group. Un des défenseurs des droits de l'homme en territoires autonomes les plus virulents contre l'Autorité, Bâsim ‘Id est d'ailleurs arrêté par la police palestinienne durant la campagne électorale.

Selon d'autres sources, le processus d'élections internes s'est en fait décomposé en 2 phases (39). Huit candidats potentiels ont été désignés en une 1^{re} étape dont le processus n'est pas détaillé (mode de scrutin, corps électoral, etc.). Aux 5 vainqueurs que nous connaissons déjà (Ahmad Ghnaym, Hâtîm 'Id, Salwâ Hdayb, Muhammad Suwwân, Muhammad Khâlid Faqiyya) s'ajoutent Bilâl Al-Natcha, Hasan Al-Hilwânî et Nimr Ismâcîl, Bilâl Al-Natcha s'étant immédiatement retiré. En une seconde étape, 383 cadres du mouvement et les 7 candidats officiels déjà mentionnés ont participé à un scrutin. Parmi les perdants auraient figuré Salâh Zuhayka, Ziyâd Abû Zayyâd, Anîs Al-Qâq, Hâjj Fâyiz Al-'Ubaydî, Hâjj 'Abd Abû Dhiyâb, Riyâd Jibrân, Muhammad Nâfî' et Mûsâ Khachân. Pareils résultats ont alors été qualifiés de "coup d'État contre les *leaders* du 1^{er} rang" au profit des *leaders* de rang intermédiaire. Figurent, en effet, parmi les perdants plusieurs membres du haut *establishment* Fath de Jérusalem. Anîs Al-Qâq, "vice-ministre" de la Coopération internationale et dentiste de formation, est un vieil habitué des réseaux associatifs dans le domaine de la santé et des relations avec les pays donateurs, la Suède tout particulièrement. Juste après Oslo, il avait été chargé de la mise en place du Conseil des services de santé destiné à récupérer au profit de la nouvelle Autorité les financements étrangers le plus souvent offerts aux Medical Relief Committees, le réseau d'ONGs le plus actif dans le domaine "mais" d'obédience communiste. Juriste de formation, Ziyâd Abû Zayyâd est connu comme le journaliste ayant le premier lancé un périodique en hébreu destiné à tisser des liens avec les Israéliens de gauche. Depuis le début des années 1990, c'est l'adjoint de Faysal Husaynî à Orient House. Père des Comités Politiques avec Sarî Nusayba, responsable de diverses équipes de négociation, il participe régulièrement aux réunions avec les ministres de passage et diplomates en poste. Hâjj 'Abd Abû Dhiyâb, après avoir dirigé pendant de nombreuses années le syndicat interne à la Compagnie d'électricité de Jérusalem, en est le *general manager* depuis 1990. Il a participé aux Comités Techniques mis en place après 1992 et fréquente ainsi assidûment Orient House. Une place aurait été par principe réservée au sein de la liste future à Ahmad Qray' (Abû 'Alâ'), membre du Comité Central Fath et "ministre" du Commerce (40).

En dépit de cette élection, la constitution d'une liste d'union nationale est toujours à l'ordre du jour et sa composition était attendue le 23 décembre, censée être annoncée lors d'une rencontre entre Faysal Husaynî et le Premier ministre français. Ce projet aurait été mené sous la direction de Faysal Husaynî qui aurait contacté les cadres du FPLP, de Fida et de Hamas ainsi que des indépendants (41). Plusieurs versions de cette liste, que l'on disait d'ores et déjà approuvée par Yasser Arafat, ont alors circulé. L'une d'entre elle mentionnait pour Fath Ahmad Qray', Ahmad Al-Zughayyar, Émile Jarjûfî et Hannâ Siniora, 2 musulmans et 2 chrétiens (42). Le "ministre" du Commerce et membre du Comité Central Fath côtoyait ainsi des indépendants peu engagés politiquement. D'origine hébronite, Ahmad Al-Zughayyar est un homme d'affaires issu des coopératives agricoles. Émile Jarjûfî, pédiatre, est quant à lui connu pour ses responsabilités au sein du Middle East Council of Churches et ses activités au sein de Caritas mais n'a jamais occupé de fonctions véritablement politiques. Hannâ Siniora, enfin, pharmacien devenu journaliste puis homme d'affaires, s'est fait connaître surtout avant

39 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 16/12/95.

40 - Selon Quds Press, cité dans *Al-Râyy*, 16/12/95.

41 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 05/01/96.

42 - *Al-Râyy*, 21/12/95.

l'intifada quand, avec Fâyiz Abû Rahma alors bâtonnier de Gaza, il avait été pressenti par Yasser Arafat pour participer à une délégation jordano-palestinienne appelée à avoir des entretiens avec les Israéliens. L'intifada et les nouveaux équilibres liés à Oslo l'ont quasiment chassé de la scène politique active. Cette même source citait la possibilité de l'association de Chaykh Jamîl Hamâmî pour Hamas et de Fadl Tahbûb pour le FLPP. Originaire de 'Anâtâ bien que né à M'ân (Jordanie), Jamîl Hamâmî dirige le Comité des sciences et de la culture islamiques. Il est habituellement considéré comme l'un des membres fondateurs de Hamas et pendant longtemps son plus haut responsable pour la Cisjordanie. Fadl Tahbûb, originaire d'Hébron mais installé à Jérusalem, a passé quant à lui quelque 16 années en prison et appartient au Bureau Politique du FLPP (43).

Une autre liste comprenait Ahmad Qray^c (Fath), Hanân 'Achrâwî (indépendante), Hannâ Siniora (semi-Fath [sic]), Riyâd Al-Mâlkî (FPLP), Jamîl Hamâmî (Hamas) et Zâhira Kamâl (Fida) (44). Fath ne se voyait accorder ainsi qu'un seul siège tandis que 3 allaient à d'autres formations. Riyâd Al-Mâlkî, professeur à l'université de Bîr Zayt et porte-parole officieux du FPLP, annonce, en effet, qu'il est prêt à présenter une candidature dans une telle liste au vu de la question particulière de Jérusalem. En envisageant de se présenter, il prenait une position en contradiction avec celle adoptée par les plus hautes instances de son mouvement installées à Damas. Connue pour son engagement dans les associations de femmes, Zâhira Kamâl, quant à elle, fait partie du Bureau Exécutif de Fida.

Cette préférence de Yasser Arafat pour une liste d'union nationale à Jérusalem était loin d'être partagée par bon nombre de jeunes cadres du mouvement qui voulaient avoir leur part dans la liste et s'en retrouvaient exclus pour laisser place aux "poids lourds" et aux opposants qui auraient accepté de participer (45). L'échec des pourparlers sur la constitution d'une liste d'union nationale, en tout cas, est patent dès le 21 décembre à la suite d'une réunion qui concernait Fath, Hamas, FPLP, PPP, Fida et des indépendants, un échec précipité par l'impasse des pourparlers bilatéraux entre Hamas et l'Autorité (46).

Fath annonce pour sa part son intention de mettre en place une liste commune avec des indépendants. De 2 à 3 sièges lui seraient réservés tandis que ni Fida ni le FLPP ne bénéficieraient de son soutien officiel afin de laisser le champ libre à des candidatures indépendantes. Les instances régionales de Fath réclament également de leur responsables nationaux la possibilité pour leurs membres de présenter des candidatures indépendantes en l'absence de larges possibilités au sein de la liste officielle. Le 22 décembre, alors que les déclarations de candidatures étaient censées être closes l'après-midi, Fath n'avait pas encore déclaré ses intentions. Ahmad Al-Zughayyar et Zâhira Kamâl s'étaient donc inscrits comme indépendants. Le 23 décembre, Chaykh Jamîl Hamâmî et Riyâd Al-Mâlkî confirment leur

43 - Dans *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 30/12/95, Fadl Tahbûb nie cependant tout contact officiel entre son organisation et Fath pour la constitution d'une liste d'union nationale à Jérusalem. Il mentionne en revanche l'existence de pourparlers entre le FLPP, Fida et le PPP pour l'établissement d'une "liste nationale" en l'absence de Fath.

44 - *Al-Manâr*, cité in JMCC Press Service, 26/12/95.

45 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 30/12/95.

46 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 23/12/95.

retrait (47). Chaykh Hamâmî se dit engagé par la décision officielle de Hamas de boycott des élections, sa décision antérieure étant le fruit d'un *ijtihâd* (une interprétation en termes islamiques) personnel sur la nécessité de défendre Jérusalem. Le 25 décembre, une nouvelle liste ne mentionne plus Émile Jarjû'î mais inclut Ahmad Qray', Ahmad Zughayyar, Ahmad Ghnaym, Ziyâd Abû Zayyâd, Hanân 'Achrâwî et Hannâ Siniora (48). D'autres sources, néanmoins, font état du maintien du refus de Hanân 'Achrâwî de figurer dans la liste officielle du mouvement.

Du fait du changement de nombre de sièges alloués à la circonscription par le décret présidentiel du 29 décembre 1995, l'enregistrement des candidatures est réouvert du 29 au 31 décembre. Le 30, Ahmad Ghnaym déclare que Fath n'a pas encore constitué sa liste définitive du fait de l'échec des pourparlers sur une liste d'union nationale (49).

Yasser Arafat n'opère un 1^{er} choix de 5 personnalités que le 3 janvier 1996. Il s'agit des 5 candidats qui constitueront la liste officielle définitive sous l'appellation "Bloc de Jérusalem" (*Kutlat Bayt Al-Maqdis*). Présidée par Ahmad Qray', elle comprend Zâhira Kamâl de Fida, Ahmad Zughayyar et Hâtim 'Id pour les sièges musulmans et Émile Jarjû'î pour les sièges chrétiens (50). En dépit de la présence de Zâhira Kamâl, la liste se situe ainsi en retrait complet par rapport au projet d'union nationale. Cette liste était censée être complétée le 4 ou le 5 janvier. Elle ne l'a jamais été. Le 8 janvier, pourtant, des négociations se poursuivaient, certains espérant encore la présence d'un candidat Hamas ou d'un candidat PPP (Na'îm Al-Achhâb aurait été pressenti). Des spéculations faisaient également état de la possibilité pour Jonathan Kuttâb, plus que pour Hannâ Siniora, de se trouver investi par le mouvement sur le 2^e siège chrétien (51). Hanân 'Achrâwî, entre temps, avait clairement fait savoir qu'elle refusait l'investiture Fath au profit d'une candidature indépendante (52).

À peine publiée cette liste déclenche les critiques les plus vives au sein même de Fath et jusqu'à ses plus hauts échelons. Salwâ Hdayb, par exemple, présentée comme candidate potentielle du mouvement en octobre (53), élue lors des primaires de décembre puis disparue de la liste des pressentis, n'hésite pas à clamer que le choix de la direction ne peut convenir à la base jeune du mouvement, choix et ne peut que conduire à la crise interne. Elle annonce ne pas avoir l'intention de voter pour la liste Fath dans son ensemble mais d'y opérer un choix et de voter pour d'autres candidats qui lui paraîtront correspondre beaucoup plus à Fath que les candidats officiels (54).

47 - Sur leurs positions, voir le débat reproduit dans *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 30/12/95. Lire également l'interview de Jamîl Hamâmî, in *Al-Ayyâm*, 25/12/95.

48 - JMCC, "Elections updates, Fateh lists", 25/12/95. Le matin même, la liste des candidats Fath publiée par *Al-Ayyâm* ne mentionnait pas Jérusalem pas plus que la liste rendue publique par le Conseil révolutionnaire de Fath et reproduite dans la presse palestinienne du 27/12/95. Yahyâ 'Achûr Hamdân, secrétaire du Conseil révolutionnaire, mentionnait également Hannâ Siniora et Hanân 'Achrâwî comme candidats chrétiens du mouvement pour Jérusalem dans une interview publiée in *Al-Ayyâm*, 26/12/95.

49 - *Al-Ayyâm*, 31/12/95.

50 - JMCC, "Elections Update, Fateh lists", 04/01/96.

51 - *Al-Quds*, 09/01/96.

52 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 06/01/96.

53 - *Al-'Awda*, 16/10/95.

54 - *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 06/01/96. Voir aussi *Al-Quds*, 09/01/96, *Jerusalem Times*, 12/01/96 et *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 20/01/96.

Fath échouait ainsi à plusieurs niveaux. En souhaitant ardemment la constitution d'une liste d'union nationale, Yasser Arafat continuait à penser en termes de quotas entre organisations (55). Ce système, sur lequel fonctionnent bon nombre d'institutions de l'OLP depuis des décennies, lui avait traditionnellement accordé la prééminence dans le choix de ses partenaires tout en assurant une confortable majorité à son propre mouvement, Fath. La seule présence de Zâhira Kamâl ne pouvait cacher la fin de non-recevoir opposée à une initiative de ce type de la part tant de ses partenaires dans la défense d'Oslo que de ses opposants. En méprisant, plus qu'ailleurs, les équilibres issus des primaires, Arafat se privait également du soutien des jeunes cadres locaux de Fath qui, le proclamaient-ils, ne pouvaient se reconnaître que dans Ahmad Al-Batch. Il ne parvenait pas pour autant à réunir sous son label, ni dans certains cas à convaincre de présenter une candidature même indépendante, bon nombre de personnalités inscrites *de facto* depuis des années dans l'*establishment* politique local.

Les autres partis

Le PPP, pour sa part, présentait une liste de 4 candidats, tous musulmans. Deux membres de son Comité Central, Na'îm Al-Achhab et Mahmûd Chqayr, y figuraient. Tous 2 ont été bannis durant une trentaine d'années pour leurs activités politiques au sein des premières structures de résistance à l'occupation, tout particulièrement le Front National, et tous 2 sont récemment revenus dans les Territoires. Juge de profession mais également écrivain, Mahmûd Chqayr a, quant à lui, trouvé un moyen original de se faire connaître en mettant en scène une pièce de théâtre, "Le faux démocrate". Présentée à Râmallâh durant les jours qui ont précédé le scrutin, elle dénonce népotisme et tribalisme par le rire et la dérision (56). Originaire de Qbayba, Salâh Zahrân s'est, quant à lui, particulièrement illustré par son action en faveur de la défense de la terre face aux expropriations et à la colonisation. Madame Ranâ Nachâchîbî, membre du Comité local du PPP, n'est, semble-t-il, parvenue à se faire investir qu'après avoir bravé les réticences manifestées par le parti à son égard en tant que femme et appartenant à l'une des plus illustres familles de Jérusalem (57). S'il s'abstenait curieusement d'investir des candidats chrétiens en dépit de sa capacité traditionnelle à recueillir le soutien de bon nombre de militants des diverses confessions, le PPP faisait preuve de souci sociologique en présentant une citadine pure souche, Ranâ Nachâchîbî, un Hébronite d'origine, Na'îm Al-Achhab, un bédouin Sawâhira, Mahmûd Chqayr, et un villageois, Salâh Zahrân (58).

Le Rassemblement National Palestinien-Al-Madd (*Al-Tajammu' Al-Watani Al-Filastini - Al-Madd*) présentait une liste de 3 candidats musulmans parmi lesquels figuraient 2 de ses fondateurs, Muwaffaq 'Abd Al-Rahmân Abû Subh et Mâjid 'Allûch, au côté de Da'ûd Al-'Ubaydî, un médecin conseiller au "ministère" de la Santé. Fondé le 27 janvier 1995, le Rassemblement se donnait pour mission de "trouver un terrain de coopération réciproque entre l'Autorité et les

55 - Voir à ce sujet l'analyse de PINHAS-INBARI dans *Jerusalem Post*, 17/01/96.

56 - Voir, par exemple, Hicham ABDALLAH, "Le "faux démocrate" dans une comédie palestinienne", AFP, 12/01/96.

57 - Sur Ranâ Nachâchîbî, lire ROSENVASSER, 1992 : 82-91.

58 - Non prévue en décembre, la candidature d'Al-Achhab a contraint Ziyâd Al-Hammûrî, un commerçant d'origine hébronite comme Achhab, de retirer la sienne. Hammûrî avait en effet été annoncé comme candidat du parti par Muhammad Abû Cham'â (*Al-Râyy*, 23/12/95).

citoyens" (59). Les 3 candidats du mouvement sont réputés proches de Fath mais Muwaffaq Abû Subh, avant de fonder son mouvement, avait témoigné d'un parcours sinueux. D'abord membre de Fath, il appartient ensuite au PCP qu'il quitte en 1981 pour entrer au FLP et y occuper un poste de responsabilité jusqu'en 1986, date à laquelle il abandonne à nouveau son organisation d'élection. Dans un flou politique, l'implication commune aux 3 candidats dans le domaine de la lutte contre la drogue à 'Izariyya et dans sa région a, semble-t-il, constitué le ciment de leur engagement.

Le Bloc de l'Avenir (*Kullat Al-Mustaqbal*) présentait, quant à lui, une liste de 4 candidats dont 1 chrétien. Fondateur de ce parti qui n'est en fait qu'une liste de circonstances pour les élections, 'Alî Ghuzlân Al-'Abbâsî figure parmi eux. Sans réputation politique particulière, il avait néanmoins pris ses distances avec la majorité de ses collègues avocats qui, dès 1967, avaient refusé de plaider devant les tribunaux militaires israéliens. Il avait ainsi contribué à la création du Comité des Juristes arabes dont il est le vice-président. Sociologiquement la liste s'affirme par sa diversité en intégrant un habitant de la vieille ville, chrétien originaire de Zababda, Ibrâhîm Da'îbs, un habitant d'Al-Râm originaire d'Hébron, Mahmûd Al-Salâyma, et 2 Hiérosolymitains de Tûr/Silwân, 'Alî Ghuzlân et 'Umar Al-Khafîb.

Avec la candidature au sein de la liste Fath de Zâhira Kamâl, membre de son Bureau Exécutif, Fida a renoncé à investir d'autres candidats. Contre ce choix, 3 militants du mouvement enregistrés comme indépendants ont uni leur campagne sous la bannière d'un Bloc de la Tribune Libre (*Kullat Al-Minbar Al-Hurr*) (60). Tous appartiennent à la jeune génération (Nabîl Abû Sirriyya et 'Adnân Al-Natcha ont 40 ans, Nûr Al-Dîn Halabiyya 30) et sont fortement impliqués dans le mouvement syndical. 'Adnân Al-Natcha avait participé au CNU. Le militantisme au sein du même mouvement l'a sans doute emporté sur les origines hébronites communes d'Abû Sirriyya et de Natcha.

Quatre autres candidats indépendants ont fait campagne commune sous la bannière du Mouvement de l'Engagement Sacré (*Harakat Al-'Ahd Al-Muqaddasî*), tous réputés proches de Fath et résidant dans les faubourgs de l'est et du sud. Parmi eux, 'Adnân 'Arafa est le plus connu. Réfugié originaire d'un village près de Tûlkarm, il habite 'Izariyya et dirige le Arab Health Centre. L'avocat Ibrâhîm Cha'bân, originaire de Silwân, est quant à lui impliqué dans le Palestinian Housing Council. Enseignant, 'Azzâm Al-Hachlamûn réside à Al-Tûr mais est originaire d'Hébron. Jamîl Al-Salhût, enfin, de Sawâhira, travaille comme journaliste dans la revue Fath *Al-'Awda*, après avoir collaboré à l'hebdomadaire communiste *Al-Tal'â*.

Trois autres, enfin, ont uni leurs efforts dans un Bloc de Jérusalem (*Kullat Al-Quds Al-Charîf*) aux contours politiques mal définis quoiqu'éloignés des oppositions à Oslo et à Fath. Tandis que l'avocat Fahmî Chabbâna et l'ingénieur Mâzin Al-Fahhâm sont de Thawrî, l'enseignant Kamâl Al-Hinnâwî vient de Bayt 'Anân (Banî Mâlik). Aucun n'est véritablement connu.

L'opposition, à l'exception du PPP, se trouvait ainsi totalement absente du scrutin. Aucun candidat indépendant, en effet, n'entretient de liens connus avec les grandes

59 - Selon Muwaffaq 'Abd Al-Rahmân, in *Al-Quds*, 28/02/95.

60 - Voir, par exemple, les critiques menées par le groupe à l'encontre des partis politiques en général, *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 30/12/95.

formations de l'opposition nationaliste ou islamiste. À côté de la tentative de candidature de Riyâd Al-Mâlkî, aucune personnalité du FPLP n'est apparue. Il est vrai que, né en 1913, Nihâd Abû Gharbiyya, figure historique du mouvement de Georges Habache, ancien président du collège Ibrâhîmiyya et membre de la municipalité d'avant 1967 durant 16 ans était dorénavant trop âgé pour prétendre à des fonctions représentatives. Ni Muhammad Abû Libda, journaliste de Bayt Hanîna (mais c'est un réfugié de la région de Jaffa né à Naplouse), ni 'Abd Al-Latîf Ghayth, journaliste né à Jérusalem et animateur d'Al-Damîr, une association de défense des prisonniers, tous 2 connus pour leurs activités en relation avec le FPLP, n'ont présenté de candidature. Parmi les figures du FDLP, ni 'Alî Abû Hilâl d'Abû Dîs, activiste de longue date dans les milieux syndicaux, ni Muhammad Jâd Allâh de Bayt Safâfa, ne sont entrés dans la compétition. Les grandes figures pro-jordaniennes sont elles-mêmes absentes, tel l'avocat 'Isâm 'Ananî ou l'homme d'affaires 'Uthman Hallâq, tous 2 propriétaires du quotidien *Al-Nahâr* et derniers porte-drapeaux affirmés dans la ville de la défense des positions jordaniennes.

De façon significative, en dépit d'engagements sous étiquettes politiques différentes, les 3 candidates de la circonscription, Zâhira Kamâl (Fida sur liste Fath), Ranâ Al-Nachâchîbî (PPP) et Hanân 'Achrâwî (Ind.), ont mené une campagne commune à bien des moments, participant ensemble à de nombreux *meetings* pour la défense du droit des femmes.

La sociologie

Avec 13 candidats (mais l'un d'entre eux est originaire d'Hébron) les villages ont su, proportionnellement à leur part d'inscrits, assurer leur présence face à la ville qui pouvait se réclamer de 37 candidats tandis que chacun des 2 camps de réfugiés présentait 1 candidat (61). Seule l'ancienne *nâhiyya* de Bani Hasan ne bénéficiait d'aucun candidat originaire de ses villages. Les Hébronites d'origine constituaient à eux seuls un groupe de 11 candidats quasi exclusivement citadins.

Avec 10 candidats (19,2%), la ville nouvelle (10,2% des inscrits) s'impose comme le centre politique face à vieille ville (8,9% des inscrits) qui ne comptait que 4 candidats (7,7%). 3 seulement d'entre eux y résidaient en fait et aucun n'était Hiérosolymitain d'origine : la famille de 'Adil Abû Libda vient de Jaffa, celle d'Ibrâhîm Da'îbs de Zababda près de Jénine, et celle d'Ahmad Al-Batch de Gaza. Hannâ Siniora quant à lui réside à Bayt Hanîna de longue date même si la pharmacie dont il est le propriétaire et où il a naguère exercé se situe près de la Porte de Damas. Parmi les 8 autres citadins qui résident dans la ville moderne, seuls Ranâ Al-Nachâchîbî et Salâh Al-Dîn Zuhayka sont originaires de Jérusalem comme Fahmî Chabbâna et Mâzin Fahhâm de Thawrî. Râjih Abû 'Asab, Fadl Tahbûb et Ahmad Al-Zughayyar appartiennent, en effet, à des familles hébronites et les Jarjû'î viendraient de Naplouse. Hanân 'Achrâwî et Jonathan Kuttâb résident en réalité à Râmallâh. Zâhira Kamâl enfin, originaire de Wâdî Jawz dans la ville hors les murs, habite Bayt Hanîna.

Comme elle, les autres citadins résident, en fait, dans les anciens villages de la périphérie de Jérusalem, Abû Dîs et Silwân au sud, 'Izariyya et 'Isâwiyya à l'est ou encore les banlieues

nord situées de part et d'autre de la route de Râmallâh, Al-Râm, Dâhiyyat Al-Barîd, Bîr Nabâlâ ou encore Bayt Hanîna. Les 14 candidats citadins de l'ancienne Al-Wâdiyya appartiennent très majoritairement à des familles originaires des villages eux-mêmes (seuls font exception les Hébronites, 'Isâ Abû Rumûz, installé à 'Izariyya, 'Azzâm Al-Hachlamûn, résidant de Tûr, ainsi que 'Adnân 'Arafa, réfugié d'un village près de Tûlkarm et installé à 'Izariyya). Anîs Al-Qâq est, quant à lui, originaire de la partie de Silwân passée en Israël en 1948. Les 9 candidats citadins du nord relèvent de catégories très diverses de migration. Un seul, Fâris 'Abd Al-Razzâq, est un réfugié de 1948. Les autres appartiennent à des migrations internes soit à la ville, comme Samîr Qurrach (ou Zâhira Kamâl et Hannâ Siniora déjà cités), soit à la Cisjordanie, comme Émile Jarjû'î, originaire de Naplouse, ou comme les 6 Hébronites. 'Abd Al-Mâjjid Ramadân de 'Anâtâ semble ainsi être le seul véritable autochtone de cette partie nord de la cité.

Parmi les citadins d'origine réfugiée, fort nombreux à Jérusalem comme déjà souligné, rares sont ceux qui ont présenté des candidatures. Je n'ai identifié que 'Adil Abû Libda, installé en vieille ville mais dont la famille est originaire de Jaffa, Anîs Al-Qâq originaire de la partie de Silwân annexée à Israël en 48, Fâris 'Abd Al-Razzâq dont la famille est originaire de Liftâ, un village aujourd'hui en ruine intégré dans le tissu urbain de Jérusalem-ouest, 'Adnân 'Arafa, réfugié d'un village près de Tûlkarm et installé à 'Izariyya, ou encore Jonathan Kuttâb, installé à Râmallâh mais originaire de Musrara, un quartier de Jérusalem-ouest. Les camps, enfin, ne présentaient qu'un candidat chacun. L'ensemble des candidats ruraux étaient quant à eux des autochtones.

Du point de vue du nombre, les 5 candidats aux 2 sièges chrétiens (d'autant plus que Hanân 'Achrâwî n'est pas Hiérosolymitaine) sont bien peu nombreux et traduisent le déplacement *de facto* du pôle chrétien vers Râmallâh (ou Bethléem).

Trois femmes seulement présentaient ainsi des candidatures, toutes 3 enseignantes et hautement impliquées dans la politique. Tandis que Zâhira Kamâl, candidate Fida sur la liste Fath, appartient au Bureau Exécutif de son organisation, Ranâ Nachâchîbî, investie par le PPP, siège à son Comité Régional. Hanân 'Achrâwî, candidate indépendante, s'est quant à elle fait connaître comme porte-parole de la délégation palestinienne à Washington. Elle était elle-même la seule candidate chrétienne à être entrée en lice.

Pourtant lourdement touchée par les bannissements, la ville ne connaissait que la candidature de 2 anciens bannis, tous 2 investis par le PPP à la direction duquel ils avaient appartenu durant leur exil à l'étranger, Na'îm Al-Achhab et Mahmûd Chqayr. Ahmad Gray', tête de liste Fath, était le seul candidat "returnee" à se présenter.

LE SCRUTIN

Les résultats

Concernant Jérusalem, l'évaluation du nombre réel de votants à partir des résultats publiés par PCBS s'avère impossible. La somme des suffrages portés sur Yasser Arafat et Samiha Khalil (34 001), en effet, dépassait le premier état du nombre officiel de suffrages validés (32 316) lequel, par ailleurs, était identique à celui des votants selon les chiffres de PCBS2, PCBS3 et PCBS8. Cherchant à résoudre cette incohérence, PCBS13 s'est contenté de considérer que la somme des suffrages portés sur les 2 candidats à la présidentielle correspondait exactement au nombre des votants. Aucun bulletin nul ni blanc n'a donc été censé avoir été glissé dans les urnes au terme de cette reconstruction hâtive.

	Inscrits		Votants		Participation		Voix Président
Vieille ville (citadins)	7127	8.9%	1881	5.5%	26.5%	39,6% - 14,3%	1881
Ville nouvelle (citadins)	8180	10.2%	2477	7.3%	30.4%	59,8% - 14,4%	2477
Jabal Al-Quds (citadins)	21076	26.3%	8823	25.9%	42.0%	76,9% - 20,7%	8823
Jabal Al-Quds (ruraux)	4602	5.7%	3016	8.9%	65.7%	88,5% - 25,7%	3016
Jabal Al-Quds (+ ville)	40985	51.2%	16197	47.6%	39.5%	88,5% - 14,3%	11839
Al-Wādiyya (citadins)	18834	23.5%	8369	24.6%	44.5%	79,7% - 24,9%	8369
Al-Wādiyya (ruraux)	7584	9.5%	2938	8.6%	38.8%	65,4% - 21,6%	2938
Al-Wādiyya	26418	33.0%	11307	33.3%	42.8%	79,7% - 21,6%	11307
Banī Hasan (citadins)	1223	1.5%	692	2.0%	56.7%	64,0% - 39,4%	692
Banī Mālik (ruraux)	6861	8.6%	3809	11.2%	55.7%	81,6% - 41,5%	3809
Camp Chu'afāt	2325	2.9%	632	1.9%	27.3%	30,9% - 19,8%	632
Camp Qalandyā	2239	2.8%	1364	4.0%	61.1%	66,4% - 53,5%	1364
Citadins	56440	70.5%	22242	65.4%	39.4%	79,7% - 14,3%	22242
Ruraux	19047	23.8%	9763	28.7%	51.3%	88,5% - 21,6%	9763
Réfugiés des camps	4564	5.7%	1996	5.9%	43.7%	66,4% - 19,8%	1996
Circonscription	80051	100%	34001	100%	42.5%	88,5% - 14,3%	34001

	Candidats		Elus		Coeff. remplissage		Voix Conseil
Vieille ville (citadins)	4	7.7%	1	14.3%	80.4%	95,8% - 67,3%	10586
Ville nouvelle (citadins)	10	19.2%	3	42.9%	77.6%	92,6% - 49,7%	13463
Jabal Al-Quds (citadins)	9	17.3%	0	0.0%	75.0%	93,2% - 52,0%	46291
Jabal Al-Quds (ruraux)	3	5.8%	0	0.0%	58.0%	161,3% - 35,5%	12237
Jabal Al-Quds (+ ville)	26	50.0%	0	0.0%	72.8%	161,3% - 35,5%	82577
Al-Wādiyya (citadins)	14	26.9%	0	0.0%	70.1%	88,3% - 43,0%	41043
Al-Wādiyya (ruraux)	5	9.6%	2	28.6%	69.6%	87,0% - 41,7%	14322
Al-Wādiyya	19	36.5%	0	0.0%	70.0%	88,3% - 41,7%	55365
Bani Hasan (citadins)	0	0.0%	0	0.0%	79.4%	84,8% - 65,9%	3844
Bani Mâlik (ruraux)	5	9.6%	0	0.0%	63.4%	87,8% - 40,9%	16917
Camp Chu'afât	1	1.9%	1	14.3%	86.4%	88,6% - 83,5%	3823
Camp Qalandyâ	1	1.9%	0	0.0%	70.5%	75,4% - 66,4%	6733
Citadins	37	71.2%	4	57.1%	74.0%	95,8% - 43,0%	115227
Ruraux	13	25.0%	2	28.6%	63.6%	161,3% - 35,5%	43476
Réfugiés des camps	2	3.8%	1	14.3%	75.6%	88,6% - 66,4%	10556
Circonscription	52	100%	7	100%	71.1%	161,3% - 35,5%	169259

Les autres incohérences révélées par les chiffres de PCBS trouvent une explication convaincante. Ainsi, la disparition de certains bureaux de PCBS12 ne constitue-t-elle ni un oubli ni la trace de malversations mais renvoie bien à la réalité. Les bureaux 10 (Jérusalem, Porte de Jaffa, poste), 63 et 64, ainsi que 74 (Tûr), en effet, n'ont pas fonctionné. Les bureaux 63, 64 et 74 ne recelaient aucun inscrit ni en décembre 1995 ni en janvier 1996. Quant au bureau 10, bien que doté d'inscrits, il n'a pu fonctionner. Des dédoublements figurant dans PCBS10 et PCBS12 qui décomposaient les bureaux 3 et 5 (Porte de Damas, poste) et 150 (Abû Dîs, Faculté des Sciences islamiques), étaient ignorés tant par PCBS1 que par PCBS13. J'ai donc agrégé les résultats dédoublés pour retrouver l'unité de PCBS1 et PCBS13.

Dans le traitement des bureaux de vote, seul le 105 (Jab^c) recèle des incohérences facilement décelables. Avec 113 bulletins déposés dans l'urne pour les présidentielles, le nombre de suffrages portés sur les candidats au Conseil n'aurait pas dû excéder les 791. 1 276 voix ont pourtant été comptabilisées portant ainsi le taux de remplissage des bulletins à 161,3%. Sur la base de 113 votants, 'Atâ Al-Hilû, fils du pays, fait dès lors un score de 200% (mais "seulement" 79,5% dans le bureau 104 également à Jab^c), Hâtim Salâh Al-Dîn, du village voisin de Hizmâ, y obtient 154,9%, Ahmad Gray^c 139,8%, Hanân 'Achrâwî 100% et Ahmad Al-Batch 95,6%.

La participation

L'incertitude concernant le nombre réel de votants n'a quasi aucune incidence sur la réalité de la faiblesse extrême du taux de participation, une faiblesse d'autant plus inévitable que le niveau des inscriptions sur les listes électorales avait déjà connu ses taux les plus bas. Sur l'ensemble de la circonscription, en effet, la participation s'établissait à seulement 42,5% (62), soit un taux quasi de moitié inférieur à la moyenne générale. Des différences considérables selon que les populations étaient enregistrées ou non en zone annexée se faisaient néanmoins sentir. Tandis que la participation atteignait 55% dans les zones autonomes, elle chutait à 31,9% dans la municipalité annexée, le record absolu se situant dans le bureau 1 où les électeurs ne se sont mobilisés qu'à 14,3%. Au sein même de la population dotée du droit de résidence à Jérusalem annexée, des différences se faisaient également sentir entre les bureaux de poste situés au sein même de la municipalité, où la participation n'était que de 25,8%, et les bureaux réservés à cette population mais situés en zones autonomes où elle atteignait 33,4% (63).

Lire la participation selon les catégories habituelles de l'habitat (citadins, villageois et réfugiés des camps) n'a dès lors qu'un sens très relatif. Les citadins, bien sûr, sont ceux qui ont le moins participé au scrutin (39,4%) quand les ruraux ont manifesté le taux de participation le plus élevé (51,3%), les réfugiés se situant entre les 2 (43,7%). Mais que reste-t-il de cette sociologie quand les réfugiés du camp de Chu'afât, annexé par Israël, ne se sont mobilisés qu'à 27,3% alors que ceux de Qalandyâ, non annexé, ont participé à 61,1% ? Si les ruraux d'Al-Wâdiyya, avec une participation de 38,8%, ont moins voté que les citadins de la même région (44,5%), c'est ainsi à l'évidence parce que la majorité des citadins ont été exclus de la zone annexée.

Les entraves mises par Israël au bon déroulement du vote des Hiérosolymitains, multipliées avant et pendant le scrutin, ont fait l'objet des critiques unanimes des divers observateurs qui les ont tous avancées comme explication de cette faiblesse de la participation (64). Ainsi, dans son compte-rendu de mission devant le Conseil des ministres de l'Union européenne le 29 janvier 1996, Carl Lidbom, président de l'unité électorale européenne, soulignait que "le taux de participation des électeurs au scrutin a été élevé (en moyenne autour de 75%) partout sauf à Jérusalem et à Hébron où des circonstances particulières liées aux mesures de sécurité prises par les Israéliens ou à des restrictions à la campagne électorale imposées par les Israéliens expliquent une certaine hésitation chez les électeurs à se rendre aux bureaux de vote" (65). Le fait qu'un peu plus de 10% seulement des électeurs inscrits et résidents de la partie annexée ont eu la possibilité de voter dans les bureaux de poste situés

62 - Sur la base de 34 001 votants, ou seulement 40,4% sur celle des 32 316. Les chiffres qui suivent sont calculés sur la base des scores obtenus par les candidats à la présidentielle, seuls disponibles dans le détail, donc l'hypothèse haute.

63 - Selon EUROPEAN UNION ELECTORAL UNIT, 1996 : 52, la participation a été de 27,3% dans les bureaux de poste, de 34,8% dans les bureaux réservés à la population de la municipalité annexée mais situés au dehors des limites municipales et de 62,2% dans les zones B et C.

64 - Patrice CLAUDE, "À Jérusalem, Israël entrave systématiquement la campagne pour les élections palestiniennes", *Le Monde*, 16/01/96. Lire également HALEVI, 1996, et HAQ (AL-), ARTICLE 19 & INTERNATIONAL COMMISSION OF JURISTS, 1997 : 42-44, 68-71.

65 - EUROPEAN UNION ELECTORAL UNIT, 1996 : 4. Le rapport soumis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe reprend les mêmes remarques en des termes semblables. Voir également Bill HUTMAN, "Election Observers Blast 'Police Intimidation' in Jerusalem", *Jerusalem Post*, 21/01/96.

dans les limites municipales a sans nul doute constitué une entrave à la participation. La présence massive de policiers israéliens et la multiplication de caméras à l'extérieur mais aussi à l'intérieur des bureaux de poste ont aggravé la situation, conduisant l'ancien président américain Jimmy Carter à déclarer en termes diplomatiques que, selon lui, "les Palestiniens pourraient être intimidés par tout cela" (66). Les autres 90% des inscrits ont non seulement été contraints de franchir les barrages militaires fixant les limites municipales pour voter dans les bureaux éloignés de plusieurs (parfois des dizaines) kilomètres de leur domicile et spécialement aménagés à leur endroit en zones A, B ou C mais ont également rencontré des difficultés de transport tout en étant la cible de rumeurs aux origines inconnues. Les électeurs verraient leur identité relevée au barrage militaire pour être ensuite inmanquablement privés de leur droit de résidence. Des agents du fisc israélien, en quête des mauvais payeurs, intercepteraient les électeurs à ces mêmes barrages, etc. De gros problèmes de mise à jour des listes électorales par bureau de vote ont également été observés, certains électeurs appelés à voter dans les bureaux de poste ayant été renvoyés à des bureaux hors la ville pour y découvrir que là non plus ils ne figureraient pas sur les listes électorales.

Plus que les entraves au vote, peu surprenantes en fait pour un Palestinien, la crainte de perdre le droit de résidence dans la cité annexée, déjà avancée pour rendre compte du manque d'enthousiasme à s'inscrire sur les listes électorales, semble expliquer en grande partie la faiblesse de la participation (67). Mais en accordant la priorité à leur droit de résidence dans la ville, avec les facilités afférentes en terme de liberté de circulation en Israël et à l'étranger, d'assurances sociales, de travail, etc., les Palestiniens de Jérusalem ont massivement manifesté non seulement leur distance avec l'Autorité mais aussi leur particularité par rapport aux autres Palestiniens. Certains pourront y lire la manifestation d'une israélisation rampante des Hiérosolymitains déjà manifestée par l'accroissement récent, que certains qualifient de spectaculaire, du nombre de demande d'acquisition de la citoyenneté israélienne (68). L'avenir devrait dire si nous assistons là au début d'un processus comparable à celui auparavant observé dans la communauté palestinienne d'Israël en ses frontières de 1948.

Si les catégories habituelles de l'habitat (citadins, villageois et réfugiés des camps) n'ont à l'évidence aucune capacité explicative des différences observées dans la participation au scrutin, elles traduisent bien en revanche les identités manifestées par les électeurs dans le remplissage de leurs bulletins. 10 points en effet séparent citadins (74%) et ruraux (63,6%).

66 - Voir le site du Carter Center News, www.1.CC.memory.edu/CARTER_CENTER/ploelects.htm.

67 - Walîd AL-^cUMARÎ, "Wa fî-l-Quds Fâzat Kûbât Hûlîm" (Et à Jérusalem le Kubat Holim [caisse de sécurité sociale israélienne] l'emporte" et Muhammad KHALÎL, "Mâdhâ Warâ' Tadannî Nisbat Al-Muqtarî'n fî-l-Quds (Qu'y a-t-il derrière la médiocrité du taux de participation à Jérusalem ?), *Al-Nâs wa-l-Intikhâbât*, 27/01/96.

68 - Les chiffres sont confidentiels et ceux qui ont été publiés dans la presse sont contradictoires et imprécis. Selon *Jerusalem Post*, 06/07/95, citant des sources du ministère israélien de l'Intérieur, 687 chefs de famille palestiniens auraient demandé la citoyenneté entre le 1^{er} janvier 1995 et le 13 juin 1995 comparé à 430 pour l'année 1994 et seulement 170 en 1992. *Jerusalem Post*, 17/01/95 affirmait que 1 095 demandes avaient été acceptées en 1994 pour 293 en 1990, les demandes pouvant recouvrir plusieurs membres d'une même famille.

Le bilan politique

L'élection présidentielle

L'élection présidentielle, avec des résultats extrêmement contrastés d'un bureau à l'autre, demeure difficilement interprétable. Samiha Khalil connaît ainsi des scores variant de 35% (bureau 131, Al-Râm/Dâhiyya) à 0,8% (bureau 83, camp de Qalandyâ) (69). Les variations observées à l'intérieur même de chacun des sous-ensembles doivent conduire à une extrême prudence dans l'interprétation des différences relevables entre chacun de ces derniers. Dans le camp de Chu'afât, par exemple, Samiha Khalil bénéficie de 18,6% des suffrages du bureau 78 mais n'obtient que 5,3% de ceux du bureau 76 quand le bureau 75 lui accorde 11,7% de ses voix et le bureau 77 7,1%. Au niveau de chacun des 3 sous-ensembles, Yasser Arafat a trouvé son plus haut niveau de soutien dans les camps, en fait à Qalandyâ, tandis que c'est en ville que Samiha Khalil a connu ses meilleurs succès, les villages offrant une position intermédiaire. Curieusement les ruraux d'Al-Wâdiyya, en fait des bédouins pour la plupart, ont accordé à Samiha Khalil des suffrages plus nombreux que les citadins de la même Wâdiyya, un comportement diamétralement opposé à celui des mêmes bédouins d'Al-Wâdiyya rattachés à la circonscription de Bethléem.

	Volants	Voix	Yasser Arafat		Samiha Khalil			
Vieille ville (citadins)	1881	1881	1610	85.6%	94,1% - 72,2%	271	14.4%	27,8% - 5,9%
Ville nouvelle (citadins)	2477	2477	2068	83.5%	95,2% - 76,5%	409	16.5%	23,5% - 4,8%
Jabal Al-Quds (citadins)	8823	8823	7714	87.4%	98,6% - 65,0%	1109	12.6%	35,0% - 1,4%
Jabal Al-Quds (ruraux)	3016	3016	2856	94.7%	97,6% - 92,3%	160	5.3%	07,7% - 2,4%
Jabal Al-Quds	11839	11839	10570	89.3%	98,6% - 65,0 %	1269	10.7%	35,0% - 1,4%
Al-Wâdiyya (citadins)	8369	8369	7426	88.7%	97,2% - 77,4%	943	11.3%	22,6% - 2,8%
Al-Wâdiyya (ruraux)	2938	2938	2505	85.3%	96,6% - 73,7%	433	14.7%	31,9% - 3,4%
Al-Wâdiyya	11307	11307	9931	87.8%	97,2% - 73,7%	1376	12.2%	31,9% - 2,8%
Bani Hasan (citadins)	692	692	629	90.9%	93,8% - 84,1%	63	9.1%	15,9% - 6,2%
Bani Mâlik (ruraux)	3809	3809	3520	92.4%	96,8% - 85,8%	289	7.6%	14,2% - 3,2%
Camp Chu'afât	632	632	559	88.4%	94,7% - 81,4%	73	11.6%	18,6% - 5,3%
Camp Qalandyâ	1364	1364	1314	96.3%	99,2% - 93,6%	50	3.7%	06,4% - 0,8%
Citadins	22242	22242	19447	87.4%	98,6% - 65,0%	2795	12.6%	35,0% - 1,4%
Ruraux	9763	9763	8881	91.0%	97,6% - 73,7%	882	9.0%	31,9% - 2,4%
Réfugiés des camps	1996	1996	1873	93.8%	99,2% - 81,4%	123	6.2%	18,6% - 0,8%
Circonscription	34001	34001	30201	88.8%	99,2% - 65%	3800	11.2%	35,0% - 0,8%

69 - Le nombre de votants ayant été aligné par la Commission Centrale des élections sur la somme des suffrages portés sur Yasser Arafat et Samiha Khalil, la somme des scores de l'un et de l'autre équivaut donc à 100%

L'élection du Conseil

Le scrutin pour le Conseil offre également des résultats extrêmement contrastés entre, d'une part, les 2 premiers, Ahmad Qray^c et Hanân 'Achrâwî, qui obtiennent une très confortable majorité absolue, et, d'autre part, les autres élus dont le meilleur, Ahmad Al-Batch, se situe à plus de 23% derrière Hanân 'Achrâwî, Zayyâd Abû Zayyâd et Hâtim 'Id arrivant en 4^e et 5^e positions. Tandis que la 1^{re} des non-élus, Zâhira Kamâl ne se voit distancée que de 250 voix par Ahmad Al-Zughayyar le 6^e élu, Émile Jarjûfî ne doit sa victoire qu'au quota chrétien puisqu'arrivé 10^e, bien après Zâhira Kamâl, 'Atâ' Al-Hilû et Anîs Al-Qâq.

Fath, en parvenant à faire élire 4 des 5 candidats de sa liste officielle, Ahmad Qray^c, Hâtim 'Id, Ahmad Al-Zughayyar et Émile Al-Jarjûfî, peut être considéré comme vainqueur de l'élection d'autant plus que son seul échec revient à Zâhira Kamâl intégrée à la liste mais haut responsable Fida. Cette victoire, pourtant, n'est peut-être qu'en trompe l'oeil. Les difficultés à intégrer les véritables personnalités de la scène politique hiérosolymitaine ne peuvent, en effet, être oubliées. Par ailleurs, le scrutin a mis en exergue un certain discrédit des décisions du mouvement. L'élection, sous forme de raz-de-marée, de l'indépendante Hanân 'Achrâwî qui, d'entrée, avait dédaigné l'investiture de Fath, en est la première illustration. La victoire en 2^e position d'Ahmad Al-Batch, figure des jeunes Fath non retenue par Yasser Arafat, comme celle en 4^e position de Ziyâd Abû Zayyâd, lui aussi rejeté sans doute pour sa proximité trop grande avec Faysal Husaynî, en sont une seconde.

La victoire écrasante d'Ahmad Qray^c, qui parvient à distancer la très charismatique Hanân 'Achrâwî, a été mise en avant par certains pour indiquer la force du soutien hiérosolymitain à ce proche de Yasser Arafat. L'opposition a, quant à elle, cultivé le soupçon sur l'honnêteté de son élection. Sa victoire à un tel score, en tout cas, a surpris tout le monde. Dépourvu de tout charisme, il n'a jamais été en effet considéré comme une figure de la lutte nationale. Titulaire d'un poste quasi inconnu des Palestiniens de l'intérieur jusqu'à son retour – directeur de la Samed, l'organisme industriel et financier de l'OLP longtemps installé à Beyrouth puis à Tunis –, c'est aussi un nouveau venu au sein du CCFath. Intégré dans cette instance en 1989 seulement, il avait commencé sa carrière au sein du mouvement en tant que simple comptable.

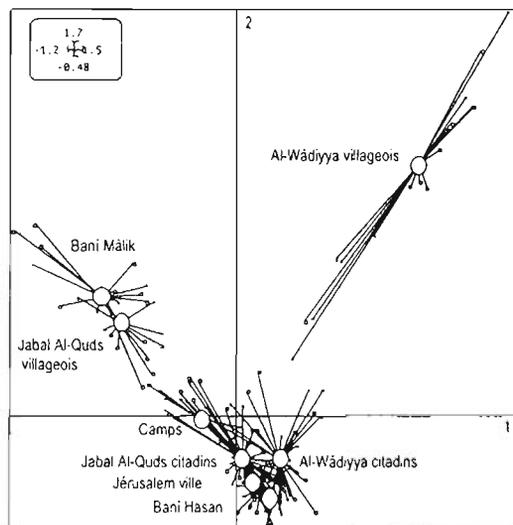
La victoire de Hanân 'Achrâwî, dépourvue d'attache directe à Jérusalem, constitue une exception à plusieurs titres. Hanân 'Achrâwî doit l'initiation récente de sa carrière politique à sa décision de se mettre dans les pas de Faysal Husaynî dès la montée en puissance d'Orient House au tournant des années 1980-1990. Ses fonctions de porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de Washington lui ont donné l'occasion de donner toute leur ampleur à son charisme en matière de communication. Son omniprésence depuis lors sur la scène hiérosolymitaine *via* Orient House a sans doute contribué à la réussite de son "parachutage". L'extrême diversité d'origine des communautés chrétiennes de la circonscription aura sans doute constitué un gage de plus de la victoire de cette femme de Râmallâh. Bien des familles chrétiennes hiérosolymitaines chassées de Jérusalem-ouest en 1948 sont, en effet, maintenant dispersées entre Jérusalem-est et Râmallâh. Les positions critiques affichées par Hanân 'Achrâwî vis-à-vis du système mis en place par Yasser Arafat, enfin, ont sans doute également motivé certains suffrages dans le cadre du mécontentement général déjà souligné comme l'une des causes vraisemblables du fort taux d'abstention. La victoire à Jérusalem

d'une candidate originaire de Râmallâh pourrait également renvoyer à l'acquiescement des Hiérosolymitains à la "nationalisation" de la défense de leur ville (voir *infra*). Le choix de Jérusalem par Hanân 'Achrâwî comme lieu de sa candidature tient sans doute à cette conscience mais aussi très vraisemblablement à un simple calcul politicien. Posée à Râmallâh qui ne disposait que d'un seul siège chrétien pour 7 postes à pourvoir, sa candidature aurait eu à affronter des risques plus grands qu'à Jérusalem, qui bénéficiait de 2 sièges chrétiens sur 4, un risque d'autant plus grand que les "poids lourds" chrétiens résidaient dans la circonscription de Râmallâh beaucoup plus qu'à Jérusalem et qu'elle appartenait à une Église minoritaire, l'anglicane.

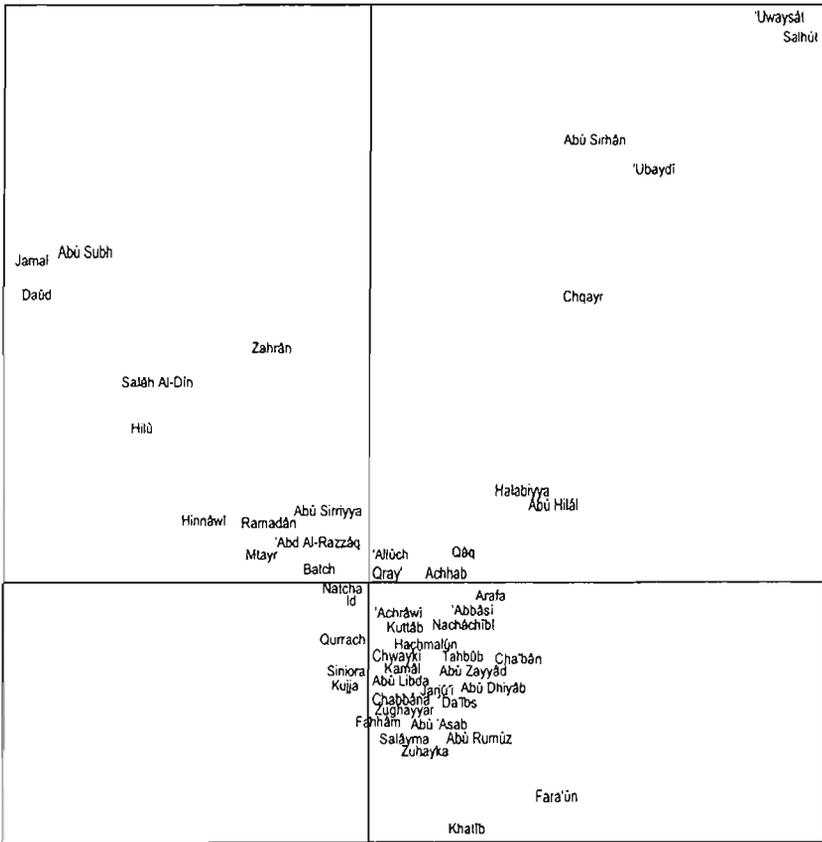
La carte des solidarités

Tandis que l'axe 1^{er} des nuages de points distingue nord et sud de la circonscription, le clivage entre ville et villages, auxquels s'assimilent ici les populations d'origine bédouine, se trouve désigné par l'axe 2^e. Ce faisant, l'analyse factorielle des données montre avec éclat que les bouleversements démographiques qui ont fait suite à 1948 ainsi que la forte urbanisation ont profondément remodelé les espaces de solidarité traditionnels. Bien des anciens villages ont ainsi été absorbés par la cité et ne manifestent plus d'identité rurale liée aux anciennes *nâhiyya*-s.

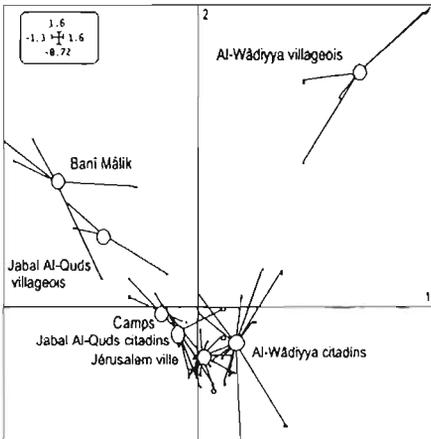
Groupés dans la partie négative de l'axe 2^e, Bayt Hanîna, Chu'afât, Kafr 'Aqab, Bîr Nabâlâ, Mukhmâs, Bayt Iksâ, Qalandyâ, Al-Râm, Dâhiyyat Al-Barîd ou encore 'Anâtâ, anciens villages de la *nâhiyya* du Jabal Al-Quds, témoignent dorénavant d'une identité commune que tout laisse à penser citadine même si certains d'entre eux n'ont pas encore été physiquement intégrés dans le tissu urbain. D'autres villages de l'ancienne *nâhiyya*, en revanche, comme Al-Jîb, Jab', Al-Jadîra, Râfât, Khirbat Umm Al-Lahm, Al-Nabî Samwîl ou encore Hizmâ, qui figurent dans la partie positive de l'axe, ont conservé tant leur identité villageoise face à la ville que leur solidarité de la *nâhiyya* du Jabal Al-Quds face à celle d'Al-Wâdiyya dont la différence est désignée par l'axe 1^{er}.



Jérusalem : Typologie des votes exprimés dans chaque bureau



Jérusalem : Typologie des suffrages rassemblés par chaque candidat



Les candidats selon leur origine

Al-Wâdiyya connaît la même évolution. Silwân, Râs Al-⁵Amûd, Al-Tûr, Al-¹Izâriyya, Al-¹Isâwiyya et, mais dans une moindre mesure, Abû Dîs semblent dorénavant cultiver un sentiment certain de citoyenneté désignée par leur commune présence dans la partie négative de l'axe 2°. Jabal Al-Mukabbir, Al-Sawâhira (village et bédouins), Sûr Bâhir, Umm Tûbâ, ou encore Al-Chaykh Sa⁵d ont, en revanche, conservé tant leur identité villageoise et bédouine que leur solidarité propre à la Wâdiyya et distincte des *nâhiyya*-s du nord, Banî Mâlik et Jabal Al-Quds, rejetées dans la partie négative de l'axe 1°. Originaire de Sawâhira, Jamîl Al-Salhût, arrivé 1^{er} dans les villages d'Al-Wâdiyya avec un score de 53,6%, n'obtient ainsi qu'une 28^e place dans les agglomérations citadinisées de la même Wâdiyya. Chqayr et ¹Uwaysât connaissent également de pareilles distorsions.

Enfin, à l'inverse de l'ensemble des villages de l'ancienne Banî Hasan dorénavant intégrés à la ville selon l'analyse factorielle, les agglomérations de Banî Mâlik ont conservé leurs solidarités rurales propres.

Les 2 camps de réfugiés apparaissent, quant à eux, comme quasi intégrés à la cité même s'ils entretiennent, tout particulièrement Qalandyâ, des liens avec les villages de l'ancienne *nâhiyya* du Jabal Al-Quds. La ville, du coup, selon la sociologie esquissée par les nuages de points, compte pour les 3 quarts de la circonscription (76,2% des inscrits et 71,3% des votants) face aux villages.

Tracée sur cette base, la dichotomie ville/villages se traduit par une différence significative de vote sur 4 des 7 élus. Ahmad Gray⁵, Hanân ¹Achrâwî et Hâtim ¹Id, en effet, conservent un rang identique dans le vote des 2 ensembles, citadin et rural. Cette identité pourrait ainsi renvoyer, en ce qui les concerne, à un vote plus politisé que la moyenne, du coup plus distancié par rapport aux localismes. Gray⁵ est un "returnee", "ministre" et membre des plus hautes instances de Fath ; ¹Achrâwî vient de Râmallâh et appartient également à l'*establishment* national tandis que ¹Id est un réfugié, jeune cadre de l'intifada. Les autres élus, en revanche, se révèlent être fortement liés à leur espace d'origine. Ziyâd Abû Zayyâd obtient ainsi la 4^e place dans le vote citadin mais la 11^e position seulement dans les villages, un indice que ¹Izariyya relève bien dorénavant de l'orbe citadine (70). Ahmad Al-Zughayyar, Hébronite de la ville moderne, élu 5^e par la cité n'obtient que la 18^e place dans les villages. Émile Jarjû⁵, élu 8^e par la ville, n'est que 24^e dans les villages. À l'inverse, les villages auraient élu Mansûr Da'ûd de Bayt Diqqû qu'ils placent en 4^e position et ¹Atâ Al-Hilû, arrivé 5^e, quand la ville ne les plaçait qu'en 34^e et 10^e position. Le 1^{er} candidat chrétien dans les villages, Jonathan Kuttâb, enfin, n'aurait été élu qu'en 20^e position.

Ces observations appuyées par l'analyse factorielle coïncident pour une bonne part à une sociologie implicite qui, en dehors de la ville elle-même, répartit les villages et quartiers en 3 grands espaces, "colline, vallée et villages" (71). La "colline" (*Al-Jabal*) renvoie aux régions dans lesquelles se regroupent majoritairement les populations d'origine bédouine, Jabal Al-

70 - L'ensemble des candidats de ¹Izariyya connaissent de telles différences de scores. ⁵Adnân ¹Arafa, par exemple, est 12^e en ville, 17^e dans les villages, Mahmûd Fara⁵ûn, 35^e et 51^e, etc.

71 - *Al-Charq Al-Awsat*, 12/01/96.

Mukabbir et Al-Sawâhira occidental et oriental. La vallée (*Al-Wâd*) comprend, quant à elle, les villages de Silwân, 'Izariyya et Abû Dîs. Les villages (*Al-Qurâ*) du nord-est et nord-ouest, enfin, constituent un 3^e ensemble. Cette sociologie souligne, en outre, l'existence d'un "vote hébronite" et d'un "vote chrétien" (voir *infra*) supposés insensibles à ces divisions d'ordre géographique. Ces 2 votes semblent en fait s'intégrer quasi totalement dans le vote citoyen et ne sont en tout cas guère décelables par les nuages de points de l'analyse factorielle. Un vote typiquement hébronite n'apparaît en effet jamais comme décisif même si l'origine hébronite semble renforcer la citoyenneté en tirant les candidats vers la partie négative de l'axe 2. Nabîl Abû Sirriyya, bien qu'Hébronite, demeure en tout cas lié au vote des villages du nord et demeure ainsi dans la partie positive de l'axe 2.

De façon intéressante, cette sociologie coïncide pour une bonne part au découpage mené par Fath lui-même pour la tenue de ses primaires. 5 circonscriptions, en effet, dénommées "ailes" (*janâh*) par le mouvement, avaient été découpées pour l'occasion. L'aile 'Abd Al-Qâdir Al-Husaynî comprenait les villages du sud-est (Abû Dîs, Al-'Izâriyya, Silwân, Al-Thawrî, Al-Sawâhira, Jabal Al-Mukabbir et Chiyâh) de l'ancienne Wâdiyya. L'aile Abû-I-Hûl englobait une partie des villages de la *nâhiyya* du Jabal Al-Quds (Al-Râm, Qalandyâ, Hizmâ), le reste se retrouvant dans l'aile Abû 'Alî Iyyâd (Chu'afât, Dâhiyyat Al-Barîd, Bayt Hanîna). L'aile Al-Aqsâ comprenait la vieille ville et les quartiers modernes auxquels se trouvaient adjoints Al-Tûr, Al-Za'îm et 'Anâtâ. Les villages de l'ancienne Banî Mâlik (Qatana, Biddû, Bayt Sûrîk, Bayt Diqqû, Bayt 'Anân, Al-Qibyâ, Bayt Iksâ, Bayt Ijzâ) auxquels se trouvaient joints quelques villages de la *nâhiyya* du Jabal Al-Quds (Bîr Nabâla, Al-Jîb) formaient une seule aile sous le nom de 'Isâ Chamâsana. Un tel découpage montre avec éclat qu'à certains niveaux la conscience d'espaces existe bien même si toutes les conséquences en matière d'analyse politique ne sont pas toujours tirées.

Du point de vue de la sociologie, l'analyse factorielle montre que les limites administratives imposées par Israël qui distingue la ville annexée de ses banlieues intégrées à la Cisjordanie "administrée" ne recoupent pas la dichotomie opposant la cité aux villages. La municipalité annexée compte, en effet, des unités relevant de la ruralité avec Jabal Al-Mukabbir, les bédouins Sawâhira, Sûr Bâhir, ou encore Umm Tûbâ. À l'inverse, Bayt Hanîna Al-Tahtâ, Qalandyâ (village et camp), Kafr 'Aqab, Bîr Nabâlâ, Mikhmâs, Bayt Iksâ, Al-Râm, Dâhiyat Al-Barîd, 'Izariyya, Abû Dîs, 'Anâtâ, 'Isâwiyya et Za'îm, quoiqu'exclus des limites municipales, procèdent d'un ensemble que l'on peut qualifier de citoyen.

Ces solidarités, citoyennes ou rurales, manifestées par le vote et oubliées des divisions administratives imposées par l'occupant, ne doivent néanmoins pas faire oublier les différences observées dans les taux d'inscription sur les listes électorales comme dans la participation, des différences bel et bien issues de ces divisions. En ayant perdu la possibilité de participer au scrutin par l'acquisition de la citoyenneté israélienne pour certains et pour d'autres en ayant massivement refusé de s'inscrire sur les listes électorales ou, s'étant inscrits, d'aller voter, les Palestiniens de la ville annexée ont inscrit les divisions administratives dans leurs espaces de solidarité. Cette réalité, le nuage de points ne peut la dessiner, l'échantillon des votants n'étant justement que l'expression d'une minorité.

Le vote chrétien

En l'absence de collège séparé, s'il est impossible de dessiner les contours exact du vote chrétien des indications peuvent néanmoins être tirées des singularités observables au sein même de l'échantillon des résidents de la ville annexée qui ont voté. Des différences entre, d'une part, les bureaux de poste situés dans la municipalité annexée et, d'autre part, les bureaux de votes réservés à des populations dotées du droit de résidence mais situés en dehors de la zone annexée sont, en effet, observables. En matière de participation, ces différences ont déjà été expliquées par les multiples entraves mises par les Israéliens au bon déroulement du scrutin. S'agissant des scores obtenus par certains candidats, en revanche, les différences semblent renvoyer à la confession. Les 4 candidats chrétiens originaires de la ville et de sa conurbation font, en effet, dans les bureaux de poste des scores bien supérieurs à ceux qu'ils obtiennent dans l'ensemble des bureaux de la périphérie réservés aux résidents de la municipalité annexée. Le cas de Hanân 'Achrâwî est extrême avec un score de 72,2% dans les bureaux de poste et "seulement" de 59,6% dans les bureaux de la périphérie. Émile Jarjûrî (30,5% et 21,4%), Hannâ Siniora (19,1% et 12,1%) et Jonathan Kuttâb (19,2% et 14,2%) obtiennent également des scores différenciés obéissant au même modèle. À l'inverse mais dans une mesure moindre, les musulmans font de meilleurs scores dans les bureaux de la périphérie. Abû 'Alâ', par exemple, fait 53,3% dans la périphérie mais "seulement" 49,9% dans les bureaux de poste. Ce modèle se retrouve chez la plupart des candidats musulmans à l'exception notable de Ranâ Nachâchîbî (25,7% et 18,8%) et 'Adnân 'Arafa (17,1% et 11,9%) sans que néanmoins l'ordre général des scores s'en trouve fondamentalement bouleversé.

De telles disparités pourraient indiquer que les chrétiens ont été sur-représentés parmi les votants dans les bureaux de poste. Cette sur-représentation, cependant, ne semble pas avoir été voulue par les responsables de la répartition des électeurs par bureau de vote mais renvoie tout simplement à la réalité géographique des regroupements confessionnels. Si, en effet, plutôt que de rapporter les résultats des bureaux de poste aux résultats de l'ensemble des bureaux de la périphérie réservés aux populations de la zone annexée, on se contente de les comparer à ceux des seuls bureaux de la périphérie correspondant aux quartiers des bureaux de poste (vieille ville et ville nouvelle soit Chaykh Jarrâh, Wâdî Jawz, Tûr, et dans la périphérie Bayt Hanîna et Chu'afât), la différence perd une grande partie de sa signification : Hanân 'Achrâwî fait des scores de 72,2% dans les postes et 68,9% en périphérie, Émile Jarjûrî 30,5% et 24,9%, Jonathan Kuttâb 19,2% et 18,5%, Hannâ Siniora 19,1% et 16,2%, Ranâ Nachâchîbî, 25,7% et 23% (72).

Ces zones proches des bureaux de poste retenus comme bureaux de vote sont, en effet, connues pour regrouper les populations chrétiennes. On peut ainsi en conclure que les chrétiens ont eu tendance à voter plus pour des chrétiens sans pour autant manifester de différence notable par rapport aux musulmans dans leur choix des candidats musulmans. Le réflexe localiste s'est donc exercé comme ailleurs. Le réflexe communautaire, s'il a joué, ne semble pas néanmoins s'être enfermé dans les limites confessionnelles les plus étroites. Hanân

72 - Une fois encore le vote porté sur Ahmad Gray' est surprenant avec 49,9% dans les bureaux de poste et 58,5% dans la périphérie.

‘Achrâwî, en effet, appartient à l’Église anglicane, une communauté extrêmement minoritaire en Palestine. Son élection, de toute façon, a dépassé et de très loin les limites confessionnelles. Émile Jarjûfî, en revanche, ne doit son élection qu’au système des quotas. Quasi inconnu de la scène politique, il doit sans doute son siège tant à l’investiture Fath qu’à ses fonctions au sein des institutions caritatives chrétiennes et tout particulièrement de la communauté grecque orthodoxe, majoritaire.

Le renouvellement de la représentation

L’élection de 1996 débouche ainsi sur un renouvellement total des représentants de Jérusalem. Les familles du sein desquelles l’élite traditionnelle citadine était extraite, en ne présentant pas de candidats s’étaient elles-mêmes dépossédées de leur rôle. Au-delà, c’est la ville elle-même qui n’est plus représentée par des Hiérosolymitains de souche.

L’absence au sein du Conseil d’autonomie des grandes familles du *leadership* traditionnel de la cité est flagrante et concerne tant les musulmans que les chrétiens (73). Cette réalité, cependant, est le fruit non du choix des électeurs mais de l’absence même de ces familles du rang des candidats. À l’exception de Ranâ Al-Nachâchîbî, en effet, mais encore était-elle triplement marginalisée par son appartenance au PPP, sa qualité de femme et sa place au sein de la famille, aucune des grandes familles de l’*establishment* traditionnel de Jérusalem n’avait présenté de candidat.

Faysal Al-Husaynî aurait sans aucun doute constitué un candidat emblématique. Avec les Nachâchîbî, les Husaynî étaient, en effet, parvenus depuis la fin du 19^e siècle à se partager les hautes fonctions administratives, régionales ou municipales, et religieuses laissant de côté les Jâr Allâh, ‘Alamî, Khâlîdî, Dajânî, Nusayba, ‘Arif et autres Khatîb. Mais les Nachâchîbî, depuis 1948 déjà, avaient quasi disparu du *leadership* politique local. Un seul Nachâchîbî, Anwar, avait présenté une candidature à la Chambre jordanienne mais avait échoué. Amîn, Da’ûd et Muhyî Al-Dîn Al-Husaynî, en revanche, avaient occupé à 4 reprises des sièges de députés assurant ainsi la permanence du rôle politique des Husaynî en dépit de la vieille antipathie entretenue par la famille à l’égard des Hachémîtes. Membre éminent de l’ancien *establishment*, fils d’un des héros de la guerre de 1948 mort en “martyr” dans la défense de Jérusalem, Faysal ‘Abd Al-Qâdir Al-Husaynî est également aujourd’hui la figure emblématique de l’OLP dans la ville. Chargé du dossier de Jérusalem par l’Autorité, il dirige Orient House, siège officieux de la Centrale palestinienne à Jérusalem installé dans l’une des plus belles maisons de la famille (74). En tant que président du Haut Comité Fath, c’est le chef du mouvement pour la Cisjordanie et c’est à ce titre qu’il a été intégré en 1994 au Comité Central Fath. En dépit de ces multiples légitimités, il annonce très tôt sa décision de ne pas se porter candidat, officiellement pour préserver ses activités en matière de défense des droits de Jérusalem. Israël, craint-il, aurait pu arguer de son appartenance officielle à l’un des organes de l’Autorité pour lui dénier toute

73 - Le seul cas à échapper à cette règle concerne les ‘Urayqât, Kâmil ‘Urayqât ayant occupé à 7 reprises un siège de député à la Chambre jordanienne. Originaire d’Abû Dîs mais propriétaire à Jéricho, la famille a su se maintenir grâce à l’élection de Sâ’ib ‘Urayqât au Conseil d’autonomie en tant que “député” de Jéricho aujourd’hui séparée de la circonscription de Jérusalem.

74 - Sur Faysal Husaynî, voir WALLACH & WALLACH, 1992 : 41-81.

activité dans la ville annexée. Cette raison, d'ailleurs, avait toujours été avancée pour justifier l'ambiguïté de son statut en tant que chargé de la question de Jérusalem, "ministre" de l'Autorité (jamais intronisé) pour les uns ou simple officiel pour d'autres. D'autres raisons ont néanmoins été avancées pour expliquer cette abstention, tantôt conséquence des relations exécrables qu'il entretient avec Yasser Arafat (75), tantôt crainte de ne pas être élu au vu de son manque de charisme tout particulièrement auprès des jeunes de l'intifada et de l'importance de la communauté hébronite sur laquelle il n'aurait aucune prise. En renonçant à se présenter aux élections du Conseil d'autonomie pour préserver son action au sein d'Orient House, Faysal Al-Husaynî a ainsi fait un pari sur le mode de présence au politique de la famille sans jamais chercher à convaincre tel ou tel cousin ou neveu d'entrer en lice.

Sarî Nusayba, autre candidat emblématique potentiel, n'a pas cherché non plus à suivre l'exemple de son père, Anwar Zakî Nusayba, qui siégea à la Chambre jordanienne et occupa des fonctions ministérielles et diplomatiques à Amman (76). La famille revendique une présence dans la ville depuis sa conquête par 'Umar et c'est elle qui, depuis plusieurs siècles, détient les clés du Saint Sépulcre. Président de l'Université Al-Quds et proche de Fath, Sarî a toujours agi en franc-tireur même s'il est l'un des co-fondateurs en 1991 avec Ziyâd Abu Zayyâd des Comités d'Action Politique (*Lijân Al-'Amal Al-Siyâsî*), destinés à servir de relais entre la délégation de Madrid chargée de négocier et la base populaire de l'Intérieur, puis des "Comités techniques", sorte de bureaux d'étude pour les délégués palestiniens aux négociations multi-latérales. Jamais sa candidature n'a été évoquée tant le refus de Sarî Nusayba de voir son nom accolé à l'expérience de l'autonomie semble unanimement connu.

Faysal Husaynî est ainsi le seul à conjuguer l'appartenance à l'ancien *establishment* hiérosolymitain demeuré sur place et l'accession aux plus hautes responsabilités au sein de l'OLP et de l'Autorité. Si un Nachâchîbî appartient bien à l'Autorité en tant que "ministre" des Finances, Muhammad Zuhdî Al-Nachâchîbî a toujours vécu dans la diaspora avant de s'installer à Gaza. De la même façon, les Khâlidî ou Dajânî détenteurs de responsabilités au sein de l'OLP ou de l'Autorité sont tous issus de la diaspora tandis que les 'Alamî, 'Arif ou Khatîb sont pour le moment, volontairement ou non, absents des devant de la scène politique ou religieuse. Dans le domaine des affaires islamiques, par exemple, fief traditionnel des grandes familles de la ville (77), l'Autorité semble décidée à les exclure de la plupart des plus hauts postes dont le monopole se trouvait déjà bien entamé par les Hébronites. Le dernier Hiérosolymitain en date à avoir occupé les plus hautes fonctions islamiques est Chaykh Sa'd Al-Dîn Al-'Alamî, décédé en février 1993 et dernier d'une longue dynastie de dignitaires religieux. Il cumulait les fonctions de grand mufti, de président du Conseil islamique suprême et de président de l'administration des *waqf*-s. Profitant du décès en février 1993 de son bref successeur encore nommé par la Jordanie, l'Hébronite Sulaymân Al-Ja'barî, l'Autorité s'affirmait comme responsable des affaires islamiques en procédant elle-même à des nominations, y compris à Jérusalem pourtant juridiquement du ressort de la Jordanie. Tandis que le poste de "ministre" des Affaires religieuses et des *Waqf*-s échouait en septembre 1994 à un Hébronite de Jérusalem,

75 - Voir à propos des suspicions entretenues par Arafat à son égard les pages très éclairantes de BOLTANSKI & EL-TAHRI, 1997 : 133-136.

76 - Sur Sarî Nusayba, voir HELLER & NUSSEIBEH, 1992 et WALLACH & WALLACH, 1992 : 82-100.

77 - BAER, 1986.

78 - Voir HALABÎ, 1993 : 53-59 et PASSIA, 1997 : 14.

Hasan Tahbûb, promu président du Conseil islamique suprême 2 ans plus tôt, celui de grand mufti était accordé en octobre 1994 à Chaykh ‘Akrama Sabrî, ancien recteur d’Al-Aqsâ originaire de Qalqilyâ. Faysal Husaynî se voyait néanmoins accorder la vice-présidence du Conseil islamique suprême et ‘Adnân Al-Husaynî la direction des *waqf*-s. Pour sa part, la Jordanie avait nommé à la succession de Ja‘barî un autre Hébronite, ‘Abd Al-Qâdir Al-‘Abidîn, ancien président de la Cour religieuse d’Appel de Jérusalem.

Les communautés chrétiennes connaissent elles aussi un renouvellement total de leurs représentants. Aucun Jarjû‘î n’a jamais siégé à la Chambre tandis que Hanân ‘Achrâwî n’a elle-même aucune attache dans la ville. Les familles chrétiennes qui avaient jusque là donné des députés étaient elles-mêmes absentes.

Un processus de dépossession des Hiérosolymitains de souche dans la représentation de la ville au profit soit de nouveaux venus soit d’anciens villageois de la région s’affirme donc avec vigueur, tandis que les villages, demeurés au dehors de la citadinisation de la région, se retrouvent dépourvus de représentants. Aucun des citoyens de Jérusalem même, en effet, ne sont Hiérosolymitains. Batch vient de Gaza, Zughayyar d’Hébron, Jarjû‘î de Naplouse et ‘Achrâwî, originaire de Râmallâh, n’habite même pas la ville. L’élection de Qray‘et d’Abû Zayyâd marque par ailleurs l’intégration des anciens villages d’Al-Wâdiyya. La victoire de Hâtim ‘Id, enfin, accorde pour la première fois un rôle de représentation aux réfugiés de 1948.

Jusqu’en 1967, ce phénomène de dépossession des Hiérosolymitains de souche de la représentation de la ville ne profitait quasiment qu’à des Hébronites. Anwar Al-Khatîb Al-Tamîmî avait ainsi siégé à la Chambre jordanienne en tant que député de Jérusalem et, après avoir été élu à de nombreuses reprises au conseil municipal, occupait le poste de gouverneur de la ville lors de son occupation en 1967. Un Natcha a également siégé comme député de Jérusalem.

Traditionnellement la ville vivait en quasi autarcie vis-à-vis de son *hinterland* rural. Par ses attributions religieuses et son articulation sur l’international, la Jérusalem ottomane ignorait ses villages d’alentour. Eux-mêmes vivaient quasi coupés de la cité et leurs solidarités se déployaient au sein même des *nâhiyya*-s ou entre elles par le jeu, par exemple, des alliances de type Qays et Yaman. L’établissement de la souveraineté israélienne sur toute la partie occidentale du *qadâ’*, les bouleversements sociologiques issus des guerres et l’accroissement démographique ont ainsi conduit à une redéfinition des relations entre la ville et ses alentours. Les villages du début du siècle sont devenus des faubourgs puis de simples quartiers de la ville et leurs élites se vivent aujourd’hui dans bien des cas comme citadines, réclamant alors, et obtenant, leur participation aux affaires de la cité.

Cette dépossession des Hiérosolymitains de souche dans la représentation de la ville dépasse aujourd’hui les simples milieux hébronites et anciennement ruraux de la périphérie. Par son annexion de la cité dès 1967 et son refus affiché de rétrocession de Jérusalem-est à une souveraineté arabe en cas de règlement du conflit israélo-arabe, Israël a sans aucun doute contribué à une sorte de “nationalisation” de la ville devenue l’emblème par excellence de la lutte nationale palestinienne. La défense de son arabité commune à toute la Palestine a été mise en avant, en tout cas, tant par Riyâd Al-Mâlki de Kafr Mâlîk lorsqu’il envisageait de

se porter candidat que par Hanân °Achrâwî de Râmallâh pour justifier leur engagement à Jérusalem.

Ce profond renouvellement des élites censées représenter Jérusalem constitue maintenant un trait que l'on retrouve dans d'autres structures, tel le Conseil National de Jérusalem (*Hay'at Al-Quds Al-Wataniyya-Filastîn*) dont la majorité des 11 membres ne sont pas originaires de la ville (78). Créé en 1993 en tant qu'assemblée indépendante et non officielle, ce Conseil s'est donné pour objectif de travailler avec les diverses institutions de la ville pour faire connaître la position palestinienne sur Jérusalem et oeuvrer à préserver et renforcer son arabité. En privilégiant l'appartenance à des factions politiques représentatives (Fath, FPLP, Hamas, etc.) et la fonction, la cooptation à l'origine du projet a débouché sur une marginalisation certaine de l'*establishment* local. Ne sont, en effet, Hiérosolymitains pure souche que Faysal Husaynî, président du Conseil, et Walîd Al-°Asalî, un avocat proche du FPLP. Membre du Conseil islamique suprême, °Asalî est issu d'une vieille famille de la ville aujourd'hui réfugiée de sa partie ouest. Trois autres sont originaires des anciens villages maintenant pris dans la conurbation. Muhammad Jâd Allâh, président de l'Union des Comités de défense de la liberté proche du FDLP, est un chirurgien de Bayt Safâfa. °Abd Abû Dhiyâb, président de la Compagnie d'électricité de la ville, est originaire de Silwân. Chaykh Jamîl Hamâmî, secrétaire de l'Association culturelle et scientifique islamique proche de Hamas, est originaire de °Anâtâ.

À leur côté, la majorité des membres du Conseil National de Jérusalem ne sont pas originaires de la ville même s'ils y vivent ou y déploient leurs activités professionnelles et militantes. Pivot du projet, Mahdí °Abd Al-Hâdî, ancien membre du cabinet royal jordanien devenu proche de Fath et président du très actif *think tank* et centre de recherche PASSIA (Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs), appartient à l'une des plus importantes familles du nord de la Cisjordanie. Riyâd Al-Mâlki, enseignant de Bîr Zayt mais également président de Panorama (Centre for the Dissemination of Alternative Information) proche du FPLP, est originaire, comme il a déjà été souligné, de Kafr Mâlîk, un petit village situé au nord de Râmallâh. Ghassân Al-Khatîb, directeur du JMCC (Jerusalem Media and Communication Centre) proche du PPP, est issu quant à lui d'une famille paysanne de Bayt lbâ, un village situé à l'ouest de Naplouse. Marwân Al-Barghûthî, secrétaire du Haut Comité Fath pour la Cisjordanie, est originaire de Kûbar près de Râmallâh. Nazmî Ju°ba, coordinateur des projets de rénovation de la vieille ville, enfin, est un Hébronite d'origine. Patriarche latin, Michel Sabbâh, Palestinien de citoyenneté israélienne, est originaire de Nazareth.

L'élection souligne également un certain retrait des milieux d'affaires locaux non seulement parmi les élus mais de façon générale parmi les candidats. Un seul homme d'affaires de l'Inténeur a ainsi été élu, Ahmad Al-Zughayyar. Dès octobre 1991, quand de nouvelles élections pour le conseil de la Chambre de commerce de la ville avaient été envisagées, cet Hébronite d'origine avait été désigné comme tête de liste Fath. Ahmad Qray° doit, quant à lui, sa fortune à ses activités déployées à l'extérieur avant son installation en zone autonome. L'occupation, l'annexion puis la fermeture de la ville à son *hinterland* par Israël ont à l'évidence conduit à une asphyxie des milieux d'affaires locaux. Ils apparaissaient depuis plusieurs années déjà comme

dénués de toute structure propre, la Chambre de commerce de la ville n'ayant jamais été renouvelée depuis 1967. Ils sont aujourd'hui en retrait d'une scène publique hyper-politisée.

Le lien avec l'OLP et la lutte nationale apparaissent bien dorénavant comme la clé d'accès au politique quand par le passé la terre et les fonctions religieuses l'étaient. Privées d'une partie de leurs biens fonciers et exclues de la gestion des affaires islamiques, les grandes familles hiérosolymitaines ont ainsi dû céder le terrain devant de nouvelles élites venues d'ailleurs, des villages d'alentour qu'elles ignoraient, d'Hébron ou même des camps de réfugiés. Les anciennes élites rurales, privées pour la plupart de leurs terres passées sous souveraineté israélienne en 1948, ont elles aussi disparu de la scène publique.

'Abbāsī (Al-), 'Alī Mūsā Ghuzlān	Mustaqbal		Silwān	N	Avocat
'Abd Al-Razzāq, Fāris Anmad Muhammad	Ind.	Ind.	Bayt Hanīna	R	Employé banque
Abū 'Asab, Rājih Rajab Hāmid	Ind.	Ind.	Rām/Ch. Jarrāh (Héb.)	N	Hom. Aff./Avocat
Abū Dhiyāb, 'Abd Da'ūd 'Abd (Hājj)	Ind.	Fath	Silwān	N	Directeur Cie Electricité
Abū Hilāl, Muhammad Khalīl Da'ūd	Ind.	Ind.	Abū Dīs	N	Hom. Aff.
Abū Libda, 'Adīl Yūsuf 'Abd Salāma	Ind.	Ind.	Vieille ville	R	Ingénieur/Enseignant
Abū Rumūz, 'Isā 'Alī 'Id	Ind.	Ind.	'Izariyya (Hébron)	N	Commerçant
Abū Sirhān, Yūsuf Fālih Muh. Lāfi	Ind.	Ind.	Sawāhira	N	Auto-école
Abū Sirriyya, Nabil Yūnis 'Atā	Ind./Minbar	Fida	Rāfāt (Hébron)	N	Syndicaliste/Restaurateur
Abū Subh, Muwaffaq Ahmad A-Rahmān	Madd	Fath	Bayt Sūrik/'Izariyya	N	Journaliste/Politique
Abū Zayyād, Ziyād 'Alī Khalīl	Ind.	Fath	'Izariyya	N	Avocat/Journaliste/Politique
Achhab (Al-), Na'im 'Abbās 'Awda	PPP	PPP **	Chu'afāt (Hébron)/D	N	Politique/Journaliste
'Achrāwī, Hanān Da'ūd Mikhā'il (Mme)	Ind./Xtien	Fath	Rāmāllāh	N	Enseignant U. Bīr Zayt
'Allūch, Mājid Muhammad Mustafā	Madd	Fath	'Izariyya	N	Travailleur social
'Arafa, 'Adnān 'Uthmān Ahmad	Ind./Ahd	Fath	'Izariyya	R	Médecin
Batch (Al-), Ahmad Husnī Khalīl	Ind.	Fath	Vieille ville (Gaza)	N	Chef sécurité Orient House
Cha'bān, Ibrāhīm Muhammad Mahmūd	Ind./Ahd	Ind.	Silwān/Rāmāllāh	N	Avocat
Chabbāna, Fahmī Misbāh Muhammad	Ind./Qds		Thawri	N	Avocat
Chqayr, Mahmūd 'Abd 'Alayyān	PPP	PPP **	Sawāhira/D	N	Politique/Journaliste
Chwaykī (Al-), Mahmūd A-'Aziz A-Hāfiz	Ind.	FLPP	Dāhiyyat Barid (Héb.)	N	Commerçant
Da'ībs, Ibrāhīm Sulaymān 'Abd Allāh	Musta./Xtien		Vieille ville (Zababda)	N	Educateur/Journaliste
Da'ūd, Mansūr Yaqīn Dhiyāb	Ind.	Fath	Bayt Dīqqū	N	Médecin
Fahhām (Al-), Māzin 'Abbās A-Razzāq	Ind./Qds	Fath	Thawri	N	Ingénieur
Fara'ūn, Mahmūd Ahmad Ibrāhīm	Ind.	Ind.	'Izariyya	N	Ingénieur
Hachlamūn (Al-), 'Azzām 'Azmī Rajab	Ind./Ahd	Fath	Chiyāh/Tūr (Hébron)	N	Enseignant
Halabiyya, Nūr Al-Dīn 'Alī Hasan Jawhar	Ind./Minbar	Fida	Abū Dīs	N	Enseignant/Syndicaliste
Hilū (Al-), 'Atā Dhiyāb Sulaymān	Ind.	Ind.	Jab'	N	Enseignant Charī'a
Hinnāwī (Al-), Kamāl Sālih Jābir	Ind./Qds		Bayt 'Anān	N	Enseignant
'Id, Hātim Muhammad 'Abd Al-Qādir	Fath	Fath **	Cp Chu'afāt	R	Porte-parole Orient House
Jamal, Ahmad 'Umar Muhammad	Ind.		Bayt Sūrik	N	Hom. Aff.
Jarjū'ī, Emīle Mūsā Basīl	Fath/Xtien	Jord/Fath	B. Hanīna (Naplouze?)	N	Médecin
Kamāl, Zahīra Ahmad Badawī A-Allāh (Mme)	Fida/Fath	Fida **	Wādī Jawz/B. Hanīna	N	Enseignant UNRWA
Khatīb (Al-), 'Umar Da'ūd Ah. (Abū Al-Hawa)	Mustaqbal	Ind.	Tūr	N	Hom. Aff.
Kujja, Muhammad Fathī Hasan 'Alī (Dkīdak)	Ind.	Fath	Bīr Nabāla (Hébron)	N	Ingénieur
Kuttāb, Jonathan George Mūsā	Ind./Xtien	Fath	Jérusalem/Rāmāllāh	R	Avocat
Mtayr, 'Awda Husnī 'Alī 'Abd Allāh	Ind.	Fath	Cp Qalandyā	R	
Nachāchībī (Al-), Ranā Ghālīb Sa'id (Mme)	PPP	PPP **	Wādī Jawz	N	Enseignante/Associatif
Nalcha (Al-), 'Adnān Jamīl 'Uthmān	Ind./Minbar	Fida	Rām ? (Hébron)	N	Syndicaliste
Qāq (Al-), Muhammad Anīs Ahmad	Ind.	Fath	Silwān (Réfugié)	R	Dentiste

Qray', Ahmad 'Alī Muh. (Abū 'Alā')	Fath	Fath **	Abū Dīs/Gaza/R	N AP/"Ministre"/Hom. Aff.
Qurrach, Samir Jum'a 'Isā	Ind.	? Fida	Bayt Hanina	N Hom. Aff.
Ramadān, 'Abd Al-Majīd Ahmad Mahmūd	Ind.		'Anātā	N
Salāh Al-Dīn, Hātīm 'Abbās Muh. (Hasīnī)	Ind.	Fida	Hizmā	N Avocat
Salāyma (Al-), Mahmūd Rādī 'Alī	Mustaqbal	Fath	Rām (Hébron)	N Industriel/Pharmacie
Salhūt (Al-), Jamīl Husayn Ibrāhīm	Ind./Ahd	Fath	Sawāhira/J. Mukabbir	N Journaliste
Siniora, Hannā Sim'ān Hannā	Ind./Xtien	Fath	Jérusalem/B. Haninā	N Journaliste/Pharmacien
Tahbūb, Fadl Ahmad A-Ra'ūf Muhammad	Ind.	FLPP **	Wādī Jawz (Hébron)	N Journaliste
'Ubaydī (Al-), Da'ūd Muh. Husayn	Madd		Jabal Mukabbir	N Médecin/AP Conseiller
'Uwaysāt, Muhammad Mūsā Muhammad	Ind.	Ind.	Sawāhira	N Avocat
Zahrān, Salāh 'Alī Amīn	PPP	PPP	Qbayba	N Ens./Syndicaliste
Zughayyar (Al-), Ahmad Hāchīm Ahmad	Fath	Fath	Rockfeller (Hébron)	N Hom. Aff.
Zuhayka, Salāh Al-Dīn 'Alī Yūsuf	Ind.	Fath	Wādī Jawz/Rām	N Journaliste/Orient House

			Circonscription			Total citadins			Total ruraux			Total camps		
Qray'	Fath	W/C	18839	1	55.4%	1	59.8%	76.9%	1	44.5%	23.1%	1	63.6%	6.7%
Achrâwi	Ind./Xlien	Q2	17944	2	52.8%	2	58.1%	78.5%	2	39.5%	21.5%	2	58.7%	16.7%
Batch	Ind.	Q1	9846	3	29.0%	3	29.3%	72.2%	3	28.1%	27.8%	3	55.9%	11.3%
Abû Zayyâd	Ind.	W/C	8434	4	24.8%	4	28.8%	82.9%	11	14.8%	17.1%	4	51.7%	5.8%
'Id	Fath	RC	8307	5	24.4%	6	27.3%	79.5%	6	17.4%	20.5%	5	40.9%	9.8%
Zughayyar	Fath	Q2	7613	6	22.4%	5	27.9%	88.7%	18	8.8%	11.3%	6	26.8%	7.0%
Kamâl	Fida/Fath	Q2	7363	7	21.7%	7	25.4%	83.7%	13	12.3%	16.3%	7	21.8%	7.3%
Hilû	Ind.	Q/V	7003	8	20.6%	10	18.0%	62.4%	5	26.9%	37.6%	8	21.0%	10.3%
Qâq	Ind.	W/C	6000	9	17.6%	9	18.4%	74.1%	10	15.9%	25.9%	9	19.9%	5.4%
Jarjû'î	Fath/Xlien	Q2	5334	10	15.7%	8	19.4%	88.3%	24	6.4%	11.7%	10	17.9%	6.7%
Nachâchibî	PPP	Q2	4481	11	13.2%	11	15.0%	81.1%	19	8.7%	18.9%	11	14.4%	8.4%
'Arafa	Ind./Ahd	W/C	4255	12	12.5%	12	14.0%	79.7%	17	8.8%	20.3%	12	13.3%	3.1%
Kuttâb	Ind./Xlien	Q2	4054	13	11.9%	13	13.5%	80.7%	20	8.0%	19.3%	13	10.3%	5.7%
Dâud	Ind.	M/V	3621	14	10.6%	34	3.9%	26.1%	4	27.4%	73.9%	14	9.3%	9.0%
Chqayr	PPP	W/V	3617	15	10.6%	16	7.9%	53.0%	7	17.4%	47.0%	15	7.4%	3.3%
Salâh Al-Dîn	Ind.	Q/V	3426	16	10.1%	19	7.3%	51.5%	9	17.0%	48.5%	16	7.4%	4.9%
Siniora	Ind./Xlien	Q1	3207	17	9.4%	14	11.1%	83.8%	25	5.3%	16.2%	17	7.3%	4.0%
Achhab	PPP	Q/C	2981	18	8.8%	15	9.6%	77.9%	22	6.7%	22.1%	18	6.5%	36.3%
Salhût	Ind./Ahd	W/V	2464	19	7.2%	36	3.2%	31.5%	8	17.3%	68.5%	19	5.1%	3.1%
Zahrân	PPP	M/V	2326	20	6.8%	33	3.9%	41.0%	12	14.1%	59.0%	20	5.1%	4.3%
Abû Hilâl	Ind.	W/C	2274	21	6.7%	18	7.5%	80.1%	26	4.6%	19.9%	21	4.2%	4.5%
Qurrach	Ind.	Q/C	2051	22	6.0%	22	6.7%	78.6%	27	4.5%	21.4%	22	3.8%	5.5%
'Abbâsî	Mustaqbal	W/C	2034	23	6.0%	20	6.8%	80.9%	29	4.0%	19.1%	23	3.5%	1.6%
Khalîb	Mustaqbal	W/C	1985	24	5.8%	17	7.7%	94.2%	46	1.2%	5.8%	24	3.2%	4.8%
Tahbûb	Ind.	Q2	1863	25	5.5%	21	6.8%	87.9%	36	2.3%	12.1%	25	2.9%	4.7%
Abû Dhiyâb	Ind.	W/C	1785	26	5.2%	23	6.3%	85.8%	34	2.6%	14.2%	26	2.8%	4.6%
Abû 'Asab	Ind.	Q/C	1548	27	4.6%	24	5.5%	86.7%	37	2.1%	13.3%	27	2.8%	11.1%
Hachmalûn	Ind./Ahd	W/C	1479	28	4.3%	28	4.9%	80.9%	31	2.9%	19.1%	28	2.7%	2.2%
Halabiyya	Ind./Minbar	W/C	1421	29	4.2%	29	4.5%	77.6%	30	3.3%	22.4%	29	2.7%	3.0%
'Uwaysât	Ind.	W/V	1402	30	4.1%	44	1.8%	31.5%	15	9.8%	68.5%	30	2.7%	4.9%
Kujja	Ind.	Q/C	1386	31	4.1%	25	5.0%	88.2%	40	1.7%	11.8%	31	2.5%	7.1%
Salâyma	Mustaqbal	Q/C	1371	32	4.0%	26	5.0%	89.2%	43	1.5%	10.8%	32	2.5%	2.2%
Jamal	Ind.	M/V	1332	33	3.9%	50	1.3%	23.7%	14	10.4%	76.3%	33	2.4%	7.0%
Zuhayka	Ind.	Q2	1329	34	3.9%	27	5.0%	91.9%	47	1.1%	8.1%	34	2.3%	3.1%
Chabbâna	Ind./Qds	Q2	1246	35	3.7%	32	4.1%	79.5%	32	2.6%	20.5%	35	2.3%	2.9%
Abû Subh	Madd	M/V	1240	36	3.6%	48	1.5%	30.1%	16	8.9%	69.9%	36	2.2%	2.2%
Cha'bân	Ind./Ahd	W/C	1233	37	3.6%	31	4.3%	84.2%	39	2.0%	15.8%	37	2.2%	3.2%
Da'îbs	Must./Xlien	Q1	1214	38	3.6%	30	4.5%	89.0%	44	1.4%	11.0%	38	1.9%	4.2%
Hinnâwi	Ind./Qds	M/V	1107	39	3.3%	42	1.9%	42.0%	23	6.6%	58.0%	39	1.8%	2.7%
Abû Sirhân	Ind.	W/V	1079	40	3.2%	47	1.6%	35.4%	21	7.1%	64.6%	40	1.5%	4.4%
Fara'un	Ind.	W/C	923	41	2.7%	35	3.6%	94.7%	51	0.5%	5.3%	41	1.5%	5.0%
Natcha	Ind./Minbar	Q/C	902	42	2.7%	37	2.7%	71.7%	33	2.6%	28.3%	42	1.5%	1.4%
'Ubaydî (Al-)	Madd	W/V	720	43	2.1%	52	1.2%	40.7%	28	4.4%	59.3%	43	1.4%	2.2%
Fahhâm	Ind./Qds	Q2	704	44	2.1%	38	2.4%	82.2%	45	1.3%	17.8%	44	1.3%	1.9%
'Allûch	Madd	W/C	675	45	2.0%	40	2.1%	76.0%	41	1.7%	24.0%	45	1.3%	3.6%
Voix			169259				74.3%			25.7%			6.2%	
Inscrits			80051				70.5%			23.8%			5.7%	
Volants			34001				65.4%			28.7%			5.9%	

		Vieille ville (Q1)		Ville nouvelle (Q2)		Jabal Al-Quds (Q/R)		Jabal Al-Quds (Q/C)					
Qray'	W/C	2	56.6%	5.6%	2	49.8%	6.6%	3	40.0%	6.4%	2	59.2%	27.7%
Achràwi	Q2	1	66.6%	7.0%	1	59.7%	8.2%	4	33.1%	5.6%	1	60.5%	29.8%
Batch	Q1	3	36.8%	7.0%	9	21.2%	5.3%	6	19.4%	6.0%	5	27.9%	25.0%
Abù Zayyâd	W/C	8	24.7%	5.5%	6	25.4%	7.4%	8	15.3%	5.5%	9	22.9%	24.0%
'Id	RC	7	26.3%	6.0%	7	24.3%	7.2%	7	18.2%	6.6%	3	31.1%	33.1%
Zughayyar	Q2	4	35.2%	8.7%	3	34.5%	11.2%	12	9.0%	3.6%	4	31.0%	35.9%
Kamâl	Q2	5	32.4%	8.3%	4	34.2%	11.5%	9	10.7%	4.4%	6	26.3%	31.5%
Hilû	Q/V	36	2.4%	0.6%	29	4.9%	1.7%	1	55.3%	23.8%	7	25.0%	31.5%
Qâq	W/C	14	14.6%	4.6%	10	17.1%	7.1%	21	5.6%	2.8%	13	12.6%	18.5%
Jarjû'i	Q2	6	32.0%	11.3%	8	22.6%	10.5%	18	6.1%	3.4%	8	24.0%	39.7%
Nachâchibî	Q2	10	23.4%	9.8%	5	25.6%	14.2%	20	5.7%	3.8%	10	17.4%	34.2%
'Arafa	W/C	13	15.4%	6.8%	13	13.2%	7.7%	10	10.0%	7.1%	16	10.4%	21.6%
Kultâb	Q2	11	19.0%	8.8%	11	15.9%	9.7%	35	2.1%	1.6%	11	13.1%	28.4%
Dâud	M/V	45	1.1%	0.6%	39	2.1%	1.4%	5	20.4%	17.0%	26	5.3%	13.0%
Chqayr	W/V	15	9.9%	5.1%	20	9.4%	6.4%	15	6.7%	5.6%	17	10.3%	25.0%
Salâh Al-Dîn	Q/V	31	2.9%	1.6%	36	2.6%	1.9%	2	43.3%	38.1%	15	12.1%	31.3%
Siniora	Q1	9	24.7%	14.5%	12	15.9%	12.3%	16	6.4%	6.0%	12	12.9%	35.5%
Achhab	Q/C	12	17.1%	10.8%	15	12.8%	10.6%	25	3.7%	3.8%	14	12.5%	36.9%
Salhût	W/V	40	1.9%	1.5%	34	3.7%	3.7%	32	2.5%	3.0%	36	2.6%	9.4%
Zahrân	M/V	24	5.2%	4.2%	30	4.6%	4.9%	13	7.2%	9.3%	24	5.6%	21.3%
Abù Hilâl	W/C	39	2.2%	1.8%	42	1.5%	1.6%	28	3.0%	3.9%	34	2.8%	11.0%
Qurrach	Q/C	21	7.0%	6.4%	18	10.2%	12.3%	23	5.2%	7.7%	19	7.3%	31.4%
'Abbâsi	W/C	25	4.9%	4.5%	24	7.3%	8.9%	29	2.9%	4.3%	28	4.4%	19.1%
Khatîb	W/C	32	2.7%	2.6%	31	4.6%	5.7%	39	1.4%	2.2%	31	3.7%	16.6%
Tahbûb	Q2	16	9.0%	9.1%	14	12.8%	17.0%	37	1.7%	2.8%	18	7.8%	37.0%
Abù Dhiyâb	W/C	18	8.0%	8.5%	16	11.3%	15.7%	30	2.5%	4.3%	23	5.7%	28.0%
Abù 'Asab	Q/C	19	7.9%	9.6%	22	8.2%	13.1%	47	7.0%	1.9%	20	7.2%	41.1%
Hachmaîûn	W/C	22	7.0%	8.9%	26	6.1%	10.2%	34	2.2%	4.4%	30	3.8%	22.4%
Halabiyya	W/C	37	2.2%	3.0%	47	0.9%	1.6%	17	6.2%	13.2%	50	1.0%	5.9%
'Uwaysât	W/V	38	2.2%	2.9%	44	1.4%	2.4%	44	1.1%	2.4%	40	1.6%	10.3%
Kujja	Q/C	29	3.2%	4.3%	17	10.9%	19.6%	26	3.3%	7.1%	25	5.6%	35.6%
Salâyma	Q/C	20	7.4%	10.2%	33	4.0%	7.1%	41	1.3%	2.8%	21	6.5%	42.0%
Jamal	M/V	49	0.8%	1.1%	50	0.5%	0.9%	11	9.3%	20.9%	39	2.1%	13.8%
Zuhayka	Q2	23	6.2%	8.8%	19	9.7%	18.1%	49	0.7%	1.7%	22	5.9%	39.2%
Chabbâna	Q2	26	4.6%	7.0%	23	7.5%	15.0%	40	1.3%	3.1%	37	2.5%	17.6%
Abù Subh	M/V	48	0.9%	1.3%	49	0.5%	1.0%	14	6.9%	16.9%	47	1.2%	8.5%
Châ'bân	W/C	28	3.7%	5.6%	21	8.8%	17.6%	36	2.1%	5.1%	33	3.1%	22.2%
Da'îbs	Q1	17	8.8%	13.6%	28	5.2%	10.6%	45	1.0%	2.6%	27	5.1%	36.8%
Hinnâwî	M/V	34	2.7%	4.5%	32	4.4%	9.9%	31	2.5%	6.9%	51	0.9%	7.4%
Abù Sirhân	W/V	46	1.1%	1.9%	43	1.5%	3.4%	27	3.0%	8.3%	43	1.4%	11.8%
Fara'ûn	W/C	51	0.5%	1.1%	52	0.3%	0.8%	52	0.3%	0.9%	52	0.7%	6.3%
Natcha	Q/C	30	3.2%	6.7%	35	3.3%	9.1%	19	5.8%	19.5%	32	3.3%	32.3%
'Ubaydî	W/V	47	1.0%	2.5%	45	1.2%	4.0%	50	0.7%	2.9%	46	1.2%	15.1%
Fahhâm	Q2	35	2.6%	7.0%	25	6.5%	22.9%	46	1.0%	4.4%	44	1.4%	17.8%
'Allûch	W/C	33	2.7%	7.6%	40	1.7%	6.2%	38	1.6%	7.3%	45	1.3%	17.2%
Voix				6.3%		8.0%			7.2%				27.3%
Inscrits				8.9%		10.2%			5.7%				26.3%
Votants				5.5%		7.3%			8.9%				25.9%

		Bani Hasan/C (H/C)		Al-Wādiyya/C (W/C)		Al-Wādiyya/V (W/V)		Bani Mālik/V (M/V)					
Qray'	W/C	1	85.5%	3.1%	1	61.1%	27.1%	2	49.9%	7.8%	3	43.9%	8.9%
Achrāwi	Q2	2	56.6%	2.2%	2	54.9%	25.6%	4	39.6%	6.5%	2	44.4%	9.4%
Batch	Q1	22	3.8%	0.3%	4	27.3%	23.2%	7	22.9%	6.8%	4	38.9%	15.1%
Abū Zayyād	W/C	7	40.9%	3.4%	3	39.8%	39.4%	12	11.9%	4.1%	9	16.6%	7.5%
'Id	RC	3	52.3%	4.4%	9	18.9%	19.1%	8	19.8%	7.0%	11	15.0%	6.9%
Zughayyar	Q2	5	43.2%	3.9%	7	19.9%	21.9%	18	9.0%	3.5%	16	8.6%	4.3%
Kamāi	Q2	4	51.0%	4.8%	8	19.6%	22.3%	16	9.6%	3.8%	10	15.5%	8.0%
Hilū	Q/V	14	6.2%	0.6%	17	9.4%	11.2%	29	2.9%	1.2%	6	23.0%	12.5%
Qāq	W/C	8	37.3%	4.3%	5	23.2%	32.4%	5	33.7%	16.5%	14	10.3%	6.6%
Jarjū'ī	Q2	6	41.3%	5.4%	16	9.4%	14.8%	17	9.1%	5.0%	22	4.5%	3.2%
Nachāchibi	Q2	10	13.4%	2.1%	18	9.4%	17.5%	13	10.9%	7.1%	15	9.3%	7.9%
'Arafā	W/C	23	3.8%	0.6%	6	21.1%	41.5%	9	16.7%	11.5%	32	1.8%	1.6%
Kultāb	Q2	11	9.1%	1.6%	14	10.6%	21.8%	19	8.6%	6.2%	13	12.3%	11.6%
Ḍāud	M/V	16	5.1%	1.0%	41	1.9%	4.5%	34	1.9%	1.5%	1	52.6%	55.3%
Chqayr	W/V	19	4.5%	0.9%	23	5.0%	11.5%	3	41.9%	34.1%	17	7.0%	7.4%
Salāh Al-Din	Q/V	36	1.6%	0.3%	32	3.3%	8.0%	23	4.7%	4.0%	20	5.8%	6.4%
Sinora	Q1	13	6.8%	1.5%	19	6.5%	17.0%	25	3.2%	2.9%	19	6.1%	7.2%
Achhab	Q/C	15	5.2%	1.2%	24	4.8%	13.5%	15	10.3%	10.2%	18	6.4%	8.1%
Salhūi	W/V	24	3.5%	1.0%	28	4.1%	13.8%	1	53.6%	63.9%	40	1.0%	1.5%
Zahrān	M/V	28	2.3%	0.7%	45	1.5%	5.5%	20	7.5%	9.4%	5	24.6%	40.2%
Abū Hilāl	W/C	31	2.0%	0.6%	10	17.1%	62.8%	14	10.4%	13.5%	33	1.5%	2.6%
Qurrach	Q/C	27	2.6%	0.9%	26	4.5%	18.5%	30	2.6%	3.7%	21	5.4%	9.1%
'Abbāsī	W/C	33	1.7%	0.6%	12	11.3%	46.4%	21	6.0%	8.7%	26	3.3%	6.1%
Khatīb	W/C	38	1.4%	0.5%	11	15.8%	66.6%	36	1.7%	2.5%	47	0.6%	1.1%
Tahbūb	Q2	25	3.2%	1.2%	27	4.2%	19.0%	22	4.9%	7.7%	42	0.8%	1.7%
Abū Dhiyāb	W/C	17	4.8%	1.8%	20	6.1%	28.7%	24	4.4%	7.2%	35	1.3%	2.8%
Abū 'Asab	Q/C	42	1.2%	0.5%	31	3.6%	19.4%	26	3.2%	6.1%	28	2.2%	5.3%
Hachmalūn	W/C	21	4.2%	2.0%	21	6.1%	34.3%	27	3.0%	6.0%	25	3.4%	8.7%
Halabiyya	W/C	47	0.9%	0.4%	13	11.2%	65.9%	28	3.0%	6.2%	38	1.1%	3.0%
'Uwaysāt	W/V	26	3.2%	1.6%	39	2.1%	12.5%	6	30.8%	64.6%	49	0.6%	1.5%
Kujja	Q/C	30	2.0%	1.0%	29	3.7%	22.2%	39	1.3%	2.7%	45	0.7%	1.9%
Salāyma	Q/C	12	9.1%	4.6%	30	3.6%	22.0%	44	0.9%	2.0%	27	2.2%	6.0%
Jamal	M/V	52	0.3%	0.2%	50	0.8%	5.0%	42	1.0%	2.3%	7	18.6%	53.1%
Zuhayka	Q2	9	16.8%	8.7%	42	1.9%	12.2%	33	1.9%	4.3%	44	0.8%	2.2%
Chabbāna	Q2	43	1.0%	0.6%	22	5.5%	37.2%	35	1.9%	4.4%	24	4.2%	12.9%
Abū Subh	M/V	44	1.0%	0.6%	36	2.5%	16.8%	46	0.8%	1.9%	8	16.7%	51.2%
Cha'bān	W/C	18	4.8%	2.7%	25	4.6%	31.4%	32	2.1%	5.0%	31	1.8%	5.7%
Da'ībs	Q1	20	4.3%	2.5%	34	3.0%	20.9%	31	2.4%	5.8%	43	0.8%	2.6%
Hinnāwī	M/V	41	1.3%	0.8%	37	2.4%	18.1%	50	0.5%	1.4%	12	14.5%	49.8%
Abū Sirhān	W/V	39	1.4%	0.9%	44	1.6%	12.4%	10	15.0%	41.0%	23	4.3%	15.3%
Fara'ūn	W/C	51	0.6%	0.4%	15	9.4%	85.5%	45	0.9%	2.8%	51	0.4%	1.6%
Nalcha	Q/C	45	0.9%	0.7%	40	2.0%	18.8%	43	1.0%	3.2%	34	1.3%	5.5%
'Ubaydī	W/V	29	2.2%	2.1%	47	1.1%	13.3%	11	12.2%	49.7%	36	1.3%	6.7%
Fahhām	Q2	32	2.0%	2.0%	38	2.2%	25.6%	49	0.7%	3.0%	29	1.9%	10.4%
'Allūch	W/C	40	1.4%	1.5%	33	3.2%	39.1%	37	1.4%	6.2%	30	1.9%	10.5%
Voix				2.3%		24.2%			8.5%				10.0%
Inscrits				1.5%		23.5%			9.5%				8.6%
Volants				2.0%		24.6%			8.6%				11.2%

		Camp Chu'afât (RC)			Camp Qalandyâ (RQ)		
Qray'	W/C	2	60.3%	2.0%	2	65.2%	4.7%
Achrâwî	Q2	1	65.2%	2.3%	4	45.5%	3.5%
Batch	Q1	4	49.7%	3.2%	3	58.8%	8.1%
Abû Zayyâd	W/C	14	13.0%	1.0%	13	13.4%	2.2%
'Id	RC	3	52.1%	4.0%	5	35.8%	5.9%
Zughayyar	Q2	5	36.1%	3.0%	6	22.5%	4.0%
Kamâl	Q2	9	27.4%	2.3%	10	16.4%	3.0%
Hilû	Q/V	6	30.9%	2.8%	1	71.6%	13.9%
Qâq	W/C	7	28.6%	3.0%	7	18.7%	4.3%
Jarjû'î	Q2	8	27.5%	3.3%	12	13.4%	3.4%
Nachâchîbî	Q2	13	16.5%	2.3%	21	3.2%	1.0%
'Arafâ	W/C	23	5.2%	0.8%	26	2.6%	0.8%
Kuttâb	Q2	10	26.7%	4.2%	8	18.3%	6.2%
Dâud	M/V	43	1.3%	0.2%	11	14.4%	5.4%
Chqayr	W/V	15	12.5%	2.2%	16	4.8%	1.8%
Salâh Al-Dîn	Q/V	20	6.2%	1.1%	9	18.2%	7.2%
Siniora	Q1	17	8.7%	1.7%	20	3.4%	1.4%
Achhab	Q/C	12	17.1%	3.6%	24	2.9%	1.3%
Salhût	W/V	30	3.5%	0.9%	28	2.3%	1.3%
Zahrân	M/V	16	12.2%	3.3%	31	1.8%	1.0%
Abû Hilâl	W/C	31	3.5%	1.0%	29	2.0%	1.2%
Qurrah	Q/C	11	18.8%	5.8%	15	4.8%	3.2%
'Abbâsî	W/C	36	2.2%	0.7%	40	1.1%	0.7%
Khalîb	W/C	24	5.1%	1.6%	45	0.9%	0.6%
Tahbûb	Q2	22	5.9%	2.0%	19	3.4%	2.5%
Abû Dhiyâb	W/C	33	2.5%	0.9%	25	2.7%	2.1%
Abû 'Asab	Q/C	25	4.9%	2.0%	43	1.0%	0.9%
Hachmalûn	W/C	26	4.1%	1.8%	35	1.5%	1.4%
Halabiyya	W/C	52	0.3%	0.1%	48	0.6%	0.6%
'Uwaysât	W/V	44	1.3%	0.6%	37	1.3%	1.3%
Kujja	Q/C	27	4.0%	1.8%	17	3.7%	3.7%
Salâyma	Q/C	32	3.0%	1.4%	30	1.8%	1.8%
Jamal	M/V	39	2.1%	1.0%	33	1.7%	1.7%
Zuhayka	Q2	29	3.8%	1.8%	23	2.9%	3.0%
Chabbâna	Q2	28	4.0%	2.0%	52	0.1%	0.2%
Abû Subh	M/V	49	0.8%	0.4%	36	1.5%	1.6%
Cha'bân	W/C	34	2.5%	1.3%	22	3.1%	3.4%
Da'Ûs	Q1	18	6.6%	3.5%	41	1.0%	1.2%
Hinnâwî	M/V	46	0.9%	0.5%	47	0.6%	0.7%
Abû Sirhân	W/V	21	6.2%	3.6%	42	1.0%	1.3%
Fara'ûn	W/C	51	0.5%	0.3%	51	0.2%	0.3%
Natcha	Q/C	38	2.2%	1.6%	32	1.8%	2.7%
'Ubaydi	W/V	40	1.9%	1.7%	44	1.0%	1.9%
Fahnâm	Q2	19	6.3%	5.7%	46	0.7%	1.4%
'Allûch	W/C	35	2.4%	2.2%	39	1.1%	2.2%
Voix				2.3%			4.0%
Inscrits				2.9%			2.8%
Votants				1.9%			4.0%

			Circonscription			Total citadins			Total ruraux			Total camps		
Chwaykí	Ind.	Q/C	671	46	2.0%	39	2.3%	84.4%	48	1.1%	15.6%	46	1.3%	2.0%
Ramadán	Ind.	Q/C	656	47	1.9%	43	1.9%	69.2%	38	2.1%	30.8%	47	1.1%	3.2%
Abū Sirriyya	Ind./Minbar	Q/V	615	48	1.8%	46	1.6%	62.9%	35	2.3%	37.1%	48	0.8%	2.4%
Abū Libda	Ind.	Q1	595	49	1.7%	41	2.1%	86.1%	49	0.9%	13.9%	49	0.7%	1.3%
Abd Al-Razzâq	Ind.	Q/C	503	50	1.5%	49	1.4%	69.2%	42	1.6%	30.8%	50	0.7%	2.9%
Abū Rumûz	Ind.	W/C	443	51	1.3%	45	1.7%	90.5%	52	0.4%	9.5%	51	0.5%	0.7%
Mtayr	Ind.	RQ	358	52	1.1%	51	1.2%	83.5%	50	0.6%	16.5%	52	0.3%	0.7%
Voix			169259			74.3%			25.7%			6.2%		
Inscrits			80051			70.5%			23.8%			5.7%		
Votants			34001			65.4%			28.7%			5.9%		

		Vieille ville (Q1)			Ville nouvelle (Q2)			Jabal Al-Quds (Q/R)			Jabal Al-Quds (Q/C)			
Chwaykí	Q/C	41	1.9%	5.4%	27	5.7%	21.0%	42	1.2%	5.5%	38	2.5%	32.3%	
Ramadán	Q/C	50	0.6%	1.8%	51	0.4%	1.7%	22	5.4%	25.0%	29	3.9%	52.7%	
Abū Sirriyya	Q/V	44	1.6%	5.0%	38	2.2%	8.9%	24	5.1%	25.2%	41	1.5%	21.8%	
Abū Libda	Q1	27	4.3%	13.4%	37	2.4%	9.9%	43	1.2%	6.2%	35	2.8%	41.7%	
Abd Al-Razzâq	Q/C	43	1.6%	6.2%	41	1.5%	7.6%	33	2.4%	14.1%	42	1.5%	26.0%	
Abū Rumûz	W/C	42	1.8%	7.7%	46	1.0%	5.4%	51	0.6%	4.1%	48	1.1%	22.1%	
Mtayr	RQ	52	0.5%	2.5%	48	0.6%	3.9%	48	0.9%	7.3%	49	1.1%	26.0%	
Voix			6.3%			8.0%			7.2%			27.3%		
Inscrits			8.9%			10.2%			5.7%			26.3%		
Votants			5.5%			7.3%			8.9%			25.9%		

		Bani Hasan/C (H/C)			Al-Wādiyya/C (W/C)			Al-Wādiyya/V (W/V)			Bani Mālik/V (M/V)			
Chwaykí	Q/C	35	1.7%	1.8%	46	1.4%	16.8%	40	1.2%	5.4%	41	0.8%	4.8%	
Ramadán	Q/C	37	1.4%	1.5%	51	0.6%	8.2%	47	0.8%	3.5%	50	0.4%	2.3%	
Abū Sirriyya	Q/V	50	0.6%	0.7%	43	1.8%	24.1%	41	1.1%	5.0%	39	1.1%	6.8%	
Abū Libda	Q1	34	1.7%	2.0%	49	0.3%	13.9%	48	0.7%	3.7%	46	0.6%	4.0%	
Abd Al-Razzâq	Q/C	46	0.9%	1.2%	48	1.0%	17.1%	38	1.3%	7.4%	37	1.2%	9.3%	
Abū Rumûz	W/C	48	0.7%	1.1%	35	2.7%	51.2%	51	0.4%	2.9%	52	0.3%	2.5%	
Mtayr	RQ	49	0.7%	1.4%	52	0.6%	13.4%	52	0.4%	3.1%	48	0.6%	6.1%	
Voix			2.3%			24.2%			8.5%			10.0%		
Inscrits			1.5%			23.5%			9.5%			8.6%		
Votants			2.0%			24.6%			8.6%			11.2%		

		Camp Chu'afât (RC)			Camp Qalandyâ (RQ)		
Chwaykî	Q/C	37	2.2%	2.1%	27	2.4%	4.9%
Ramadân	Q/C	50	0.5%	0.5%	38	1.3%	2.7%
Abû Sirriyya	Q/V	41	1.7%	1.8%	50	0.3%	0.7%
Abû Libda	Q1	42	1.4%	1.5%	34	1.5%	3.5%
Abd Al-Razzâq	Q/C	48	0.8%	1.0%	18	3.7%	10.1%
Abû Rumûz	W/C	47	0.9%	1.4%	49	0.5%	1.6%
Mtayr	RQ	45	1.1%	2.0%	14	9.0%	34.4%
Voix					2.3%		4.0%
Inscrits					2.9%		2.8%
Votants					1.9%		4.0%